

● ESPAGNE : LE PARTI SOCIALISTE EST-IL MAÎTRE DU JEU ?

Lire notre reportage en page 12

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 21 SEPTEMBRE 1977 - N° 512

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

CORSE



4 autonomistes déferés devant la Cour de Sûreté de l'État

Les quatre militants autonomistes bastiais : Stromboni, Sarrochi, Nicolai et Acquaviva ont été transférés à Paris et déferés devant la Cour de Sûreté de l'État. Ils avaient été interpellés le 14 septembre à la suite d'un attentat contre le domicile du procureur de la République de Bastia.

Les dossiers de l'accusation sont extrêmement minces et il n'est pas évident que la Cour de Sûreté de l'État accepte de s'en saisir.

En Corse, dès que la nouvelle a été apprise, la mobilisation a commencé pour la libération des quatre.

(Voir page 7)

HLM de la région parisienne

UN TROU DE 40 MILLIONS

Le conseil d'administration de l'Office d'HLM de la région parisienne a été suspendu par le gouvernement à la suite de la découverte d'un déficit de 40 millions, un administrateur judiciaire a été nommé. La Cour des comptes mène une enquête sur la gestion de l'Office qui semble comporter des irrégularités. Il se pourrait notamment que des administrateurs aient passé des contrats frauduleux avec des sociétés de chauffe.

Il y a un an, le plan Barre

UN LOURD BILAN POUR LES TRAVAILLEURS

Il y a un an, à grand renfort de publicité, était annoncé ce qui allait constituer la plus grave offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs depuis des nombreuses années : le plan Barre. Il promettait un cortège d'atteintes aux acquis des travailleurs : de ce point de vue là, il n'a pas manqué à la solide réputation qu'il s'est taillée dès son annonce. La version «bis» n'a fait que garder résolument ce cap fixé par le premier ministre. an d'austérité, de chômage, d'inflation, voilà la réalité de ce lourd bilan à porter à l'actif du «premier économiste de France» !

(Voir page 2)

Sommet de la gauche deuxième acte

Vers un accord, le temps d'une campagne

Après le coup d'éclat des radicaux de gauche et la rupture momentanée du sommet de la semaine dernière, les trois partis de l'Union de la gauche se retrouvent mercredi à la table des négociations. Tout au long de la semaine, les diverses déclarations ont peu à peu précisé le champs probable des concessions respectives et de l'accord possible.

Mais même si l'accord se conclut en fin de compte, il est à prévoir que sa solidité sera mise à rude épreuve. Le temps de la campagne sans doute, désaccords seront mis en avant, mais il est à prévoir qu'après les élections les divergences réclateront avec plus d'acuité encore.

(Voir page 3)



NANTERRE

Grâce à l'informatique

JUGÉ SUR FICHE

L'introduction de l'informatique au tribunal de Nanterre a pour effet d'ajouter au dossier des prévenus, des fiches où sont consignées toutes les affaires qu'elles aient ou non donné lieu à des poursuites judiciaires. Ainsi se constitue une annexe au casier judiciaire légal qui ne comprend que les condamnations prononcées. La fiche informatique n'a aucune justification légale, mais elle se trouve introduite dans le fonctionnement du tribunal par la bande. Les avocats de la section de Nanterre du Syndicat des avocats de France ont protesté contre l'introduction subreptice de ces fichiers et soulignent les risques d'extension à d'autres tribunaux.

(Lire notre article en page 8)

Usinor-Maubeuge : 500 lettres de licenciements

Lundi, 500 des 800 sidérurgistes d'Usinor-Louvroil recevaient leur lettre de licenciement. L'entreprise sera totalement fermée d'ici la fin de l'année. Aussitôt, ils partaient en manifestation à l'agence pour l'emploi de Maubeuge, devant laquelle ils brûlaient tous ensemble leur lettre de licenciement. 2.500 emplois sont menacés dans le bassin du Nord, aux Aciéries de Trith Saint-Léger et d'Usinor-Denain.

(Lire page 6)

«Flanades» à Sarcelles : les truands de la droite

Nouveaux développements dans l'affaire de l'escroquerie des Flanades. Deux individus ont été écroués par le juge d'instruction, dont une ancienne conseillère municipale UDR de Sarcelles, un troisième est en fuite, il serait membre du SAC. Tous trois sont impliqués dans l'escroquerie de l'hôtel «Viviana».

(Lire page 8)

Sud-Liban : Les plus durs combats depuis trois ans

Les combats qui se déroulent au Sud Liban à la suite de l'offensive israélienne du week-end dernier ont touché des villages restés jusqu'à présent hors de la zone des combats. Les fascistes concentrent les unités de blindés dans leurs places fortes. Selon certaines informations Dayan serait allé jauger les réactions de la France et de l'Allemagne devant une éventuelle guerre éclair d'Israël au Sud Liban, lors de ses contacts du week-end dernier. A Washington, les États-Unis organisent cette semaine un nouveau round de discussions, avec Dayan d'une part, les représentants séoudien, égyptien et syrien d'autre part.

(Lire page 10)

POLITIQUE

Il y a un an, naissait le plan Barre

UN LOURD BILAN
POUR
LES TRAVAILLEURS

Par Alain BROUSSE

Il y a un an, septembre 1976, la bourgeoisie mettait en place le plan Barre. Comment a-t-il été conçu, à quel impératif de la bourgeoisie tentait-il de répondre, quelles en sont les conséquences pour les travailleurs ?

Le bilan est très lourd pour les travailleurs. Et l'économie de l'impérialisme français est loin d'être sortie de la crise.

UN PLAN A
DOUBLE DÉTENTE

La mise en œuvre du plan Barre est le fait d'une bourgeoisie ébranlée aussi bien sur le plan extérieur avec la montée des justes revendications des pays du Tiers-Monde, comme avec l'exacerbation des rivalités internationales, que sur le plan intérieur (là aussi sur deux plans : d'abord la nécessité de casser les revendications ouvrières, et aussi l'obligation de resserrer les rangs en dépit du développement de la crise politique). D'où les incertitudes extrêmes de la classe dominante dont l'objectif — s'insérer dans de bonnes conditions dans la division impérialiste du travail — est sans cesse remis en cause et nécessite une navigation à vue extrêmement périlleuse pour elle.

Le plan Barre est conçu à l'origine en deux étapes : une première phase de laminage du pouvoir d'achat des travailleurs, de « dégraissage », c'est-à-dire de mortalité élevée des « canards boiteux » de l'industrie, et donc de licenciements massifs des ouvriers, accompagnée d'une baisse sensible de l'inflation, cet assainissement de l'appareil de production étant la condition, le moment venu (à l'approche des élections) d'une future expansion saine fondée sur les secteurs et les groupes les plus productifs.

Les objectifs sont alors clairement délimités par Barre : bloquer le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, limiter l'inflation à 6,5 % en 1977, réduire le déficit commercial français.

LES EFFETS DU
PLAN BARRE

Malgré la forte volonté de lutte des travailleurs, volonté s'exprimant dès la journée de grève massive du 7 octobre, la bourgeoisie va pouvoir imposer aux masses les licenciements massifs et la baisse de leur pouvoir d'achat. Il était possible de combattre contre ces mesures, les partis de la gauche et leurs représentants dans les syndicats ont tout fait pour réprimer tout mouvement d'ensemble des travailleurs étouffant cette volonté de lutte par des journées d'action sans lendemain, proposant comme seule alternative la victoire de la gauche en 78. Lorsque les magnats de la sidérurgie ont annoncé 20 000 licenciements il aurait fallu riposter de front comme ont tenté de le faire les sidérurgistes, alors que le PCF par tous les moyens possibles s'est efforcé de diviser et d'étouffer le mouvement de révolte qui montait en Lorraine. Les partis de gauche portent une écrasante responsabilité dans la mise en place du plan Barre et de tous ses effets contre les travailleurs : le nombre de chômeurs s'est accru en un an de plus de 110 000 selon les chiffres officiels de la bourgeoisie (voir schéma : il faut multiplier ces données par 1,5 pour avoir une vue plus exacte de la situation). En fait, on atteint actuellement le chiffre de plus de 1,5 millions de chômeurs, sans compter les centaines de milliers de jeunes ayant fini leur scolarité qui ne sont pas encore inscrits dans les ANPE.

Les prix de détail, après une certaine « pause » arti-

ficielle en mars 77 (la hausse est alors de l'ordre de 6,1 % annuel) due au blocage de la fin 76, repartent de plus belle pour retrouver en juillet un rythme annuel de 10,8 % c'est-à-dire supérieur au taux moyen de 76. La hausse atteint même 15,6 % pour l'alimentation, ce qui veut dire que les masses populaires sont massivement touchées, la part de ce poste dans les budgets ouvriers étant très élevée. Même si, comme cela est très possible, le taux baisse dans les mois à venir, la perspective des 6,5 % de septembre 76 est

résultats connus (août) sont à nouveau très mauvais pour les capitalistes français. Cette baisse du déficit a été obtenue par des moyens très volontaristes, la bourgeoisie réduisant par exemple d'autorité la consommation de fuel dans les HLM. Elle est plus le résultat d'une baisse des importations que d'un accroissement des exportations, et repose sur la faible demande existant en France : plus de 50 % des biens d'équipements industriels utilisés sont importés, il suffirait d'une large relance de l'investissement pour que le déficit com-

favorisé par la demande étrangère, elle-même médiocre.

Autre grand indicateur, et c'est là un grave échec pour le plan Barre, les investissements n'ont pas repris, sauf dans l'automobile et le verre, et dans une moindre mesure dans la chimie et le pétrole, alors même que l'intransigeance sur les salaires et le déblocage des prix industriels par le gouvernement avaient pour but de développer les profits, et donc les investissements.

Ces résultats sont res-

UNE SITUATION
DIFFICILE POUR
LA BOURGEOISIE

Les difficultés de navigation à vue de la classe au pouvoir sont de plus en plus nettes : d'un côté, « dégraisser », se restructurer, en un mot développer une phase de destruction. Cette phase est fortement avancée mais n'est pas sous-tendue par un projet cohérent de reconstruction seules quelques restructurations commençant à se mettre en place (sidérurgie, papeterie, aéronautique). A cela plusieurs facteurs, aussi bien économiques que politiques.

L'impérialisme français, impérialisme secondaire, n'a pas les moyens d'impulser à lui seul la relance, il doit compter sur les USA ou sur la RFA qui eux mêmes ont de grosses difficultés et hésitent à « appuyer sur le champignon ».

La bourgeoisie est profondément divisée face aux échéances de mars 78. Les patrons dans leur ensemble restent dans l'attentisme, ne mettant en œuvre aucun projet positif dans la période (par exemple un dossier décisif comme celui de la machine-outil reste dans les cartons). Plus on rapproche des élections, plus les enjeux politiques l'emportent sur l'intérêt directement économique.

Giscard-Barre comptait sur un redressement rapide de la situation économique pour à l'approche des élections relancer la machine économique avec l'appui de toute la bourgeoisie. La première phase ayant échoué, le consensus est de plus en plus difficile à obtenir. Toute relance globale signifiait pour l'instant un affaiblissement à court terme de l'impérialisme français. Mais la poursuite de la stagnation ne fait que rendre moins crédible encore les solutions globales de la bourgeoisie : pour elle la marge de manœuvre est bien étroite !



dépassée depuis longtemps. Combinée avec le blocage des augmentations de salaires et le développement du chômage, le pouvoir d'achat des couches populaires a sensiblement baissé depuis la mise en œuvre du plan Barre : sur ce point précis les objectifs de la bourgeoisie sont atteints !

Le déficit commercial s'est réduit d'environ de moitié, mais les derniers

mercial s'accroît à nouveau.

Le gouvernement vient de réviser en baisse ses prévisions de croissance économiques pour 1977 (+ 3 % contre + 4, 8 % en septembre 1976, ce dernier chiffre ayant même été confirmé par le pouvoir il n'y a pas trois mois). Actuellement la production fléchit dans tous les domaines, sauf dans le secteur des biens d'équipements secteur le plus

la bourgeoisie. La dégradation de l'activité est telle que le gouvernement a dû intervenir avec son plan de soutien du 31 août dernier. La coexistence de l'inflation et le blocage des salaires entraîne une croissance des profits, ce qui était le but du plan, comme le rappelle le journal patronal « L'Usine nouvelle » mais Barre comptait y parvenir avec plus de croissance et moins d'inflation.

La renégociation du programme commun

L'HEURE EST AUX CONCESSIONS

Une semaine exactement après le premier sommet —avorté— les négociations reprennent donc à gauche. Les tractations du week-end auront été profitables pour chacun des trois partis, puisqu'aucun d'entre eux n'avait intérêt à une véritable rupture aujourd'hui. Le seul point qui reste encore non tranché est celui de la méthode de travail : lors du premier sommet, les radicaux avaient souhaité que les principaux points de divergence soient examinés en premier, le reste étant confié à des commissions. PS et PCF s'en étaient tenus à la méthode des 15, c'est-à-dire examen page après page du programme de 72. C'est la rencontre de mardi des trois sous-chefs de délégation qui devait faire des propositions plus concrètes pour la méthode à suivre.

Après les contacts du week-end, la journée de lundi était importante, puisque Marchais tenait une conférence de presse pour faire le point, tandis que se réunissait le comité directeur du Parti socialiste.

A l'évidence, les concessions sont à l'ordre du jour. Marchais, Mitterrand et Fabre ne parlent-ils pas tous les trois du programme de 72 comme d'un «bon» programme ? Une manière d'éviter de faire apparaître comme un recul le rejet des nouvelles propositions.

Que sera-t-il donc, ce nouveau programme commun 77 ? D'abord, on peut avancer sans trop de risque qu'il ne sera pas signé ce mercredi. Le PCF n'est pas partisan d'une négociation «non-stop» et surtout, le savant dosage entre les concessions de chacun nécessite pour chaque délégation de faire le point fréquemment. Restent les problèmes de fond.

En remplaçant le programme commun dans son cadre d'ensemble aux yeux du PCF, celui d'une alliance «pour aller plus loin», Marchais signifiait en quelque sorte, lors de sa conférence de presse, que ce n'est pas tout le contenu plus ou moins étendu du programme commun qui est déterminant, mais bien son existence même. Il est vrai que l'essentiel pour le PCF est bien d'accéder au gouvernement, seul moyen pour lui d'avancer dans son projet de capitalisme d'état. Le raisonnement de Marchais est en quelque sorte de dire «si nous pouvons avoir plus que ce qui est déjà dans le programme de 72, tant mieux, mais n'allons pas pour cela risquer la rupture».

Les questions clés restent celles du SMIC, de la hiérarchie, des nationalisations, de la gestion démocratique et de la défense. A lire et à écouter ce qui se dit et s'écrit depuis plusieurs jours, on peut penser que l'affrontement restera sévère sur le SMIC. On sait que le PCF, pour essayer de concilier les travailleurs dans sa querelle avec le PS, laquelle initialement, au moment du chiffre du program-

me commun, portait avant tout sur l'extension des nationalisations aux filiales et à 3 nouveaux trusts, a rajouté cette revendication du SMIC à 2 400 francs, au lieu de 2 200 francs. Quel que soit le caractère complètement démagogique de cette proposition : puisque le programme commun ne comporte aucune garantie, absolument aucune, de la limitation de l'inflation, le PCF aurait du mal à justifier un recul sur ce point. PS et MRG, pour leur part, proposent comme compromis de fixer un plancher pour le SMIC à 2 200 F, et d'ouvrir une négociation sur les salaires après les élections, avec les syndicats, une sorte de Grenelle à froid.

Rien n'est joué quant aux nationalisations. Il y a d'abord la fameuse petite phrase permettant aux travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise : le MRG s'y oppose farouchement, et le PCF rappelle que ce n'est pas lui qui l'a proposée, mais bien le PS (Chevènement en 72). L'intérêt politique sur ce point est minime, puisque, de toute façon, c'est le parlement qui tranche. Un compromis du genre de la petite phrase flanquée de «conformément à la constitution» n'est pas impossible, et en tout cas ne gênerait personne.

Reste le problème des trois nationalisations proposées par le PCF, plus le problème des filiales : curieusement, Marchais n'a parlé lundi que de la sidérurgie, tandis que la position du MRG s'assouplissait sur ce point précis de la sidérurgie ces derniers jours. Si l'on ajoute que le PCF a fait un effort particulier de propagande dans les bassins lorrains (l'affaire de Thionville en témoigne), les trois partenaires pourraient se diriger vers un compromis sur ce point : la sidérurgie serait nationalisable, pas forcément tout de suite, et Peugeot-Citroën ou la Compagnie Française des Pétroles ne le serait pas. Quant aux filiales, la marge de compromis est grande entre les 100 filiales à nationaliser que propose le PS et les 1 008 que propose le PCF en s'appuyant sur le programme de 72.



Sur la défense, un texte de compromis avait déjà été élaboré par les quinze négociateurs de l'été. Tout le monde s'en satisfait, et Marchais a bien répété que le seul point d'achoppement était la proposition de référendum de Mitterrand.

En fait, dans la querelle sur la force de frappe, ce qui avait surtout motivé les pressions du PCF, c'était la question de l'utilisation du référendum, pour faire trancher dans un sens différent des orientations du programme commun. En évitant les mentions explicites à ce référendum, un compromis devrait être trouvé.

Comme on le voit, à 7 mois des élections, les trois partis souhaitent un accord et il semble vraisemblable que ce programme commun 77 sera en fin de compte signé. Une

signature qui arrangera les affaires électorales de ces messieurs. Il n'en reste pas moins que les problèmes de fond demeureront évidemment : l'existence de projets divergents, certes, mais aussi ce qui commande la place de son projet — les postes du PCF dans l'éventuel gouvernement de gauche (quels ministères aura-t-il ?), et la manière dont Mitterrand pourrait gouverner (aura-t-il les mains libres ou pas ?).

Ces questions, il ne faut pas compter les voir abordées dans le cadre du sommet de mercredi ni dans les suivants. Elles se régleront en petit comité et ne feront l'objet d'aucune propagande. Il est vrai qu'elles sont directement en prise sur les projets capitalistes des uns et des autres.

Nicolas DUVALLOIS

MRG : un progrès sensible

A la veille du sommet de la gauche, le Mouvement des Radicaux de Gauche termine, il faut une fin à tout, sa semaine de publicité qu'il s'est si bien préparée, par une interview de son vice-président, Jean-Denis Bredin, au *Quotidien de Paris*.

Pour cet éminent politicien, le coup d'éclat de Fabre serait en fait «un acte politique» : «Depuis lors, dit-il, nous avons obtenu de nos partenaires beaucoup de déclarations de bonne volonté. (...) Par ailleurs, le PCF a clairement affirmé, par la voix de Georges Marchais, que ses positions n'étaient pas irréductibles, ce qui est un progrès sensible puisqu'il est de notoriété publique qu'au cours du sommet, Georges Marchais avait déclaré irréductible la position du PC sur les filiales des sociétés nationalisées». Il ajoute que «le PC dit aujourd'hui que ce problème est négociable comme tous les autres». Il est à prévoir que les radicaux se targueront d'avoir fait reculer le PCF sur la question des nationalisations et autres concessions que ce dernier sera amené à faire.

Abordant également les rapports du MRG avec le PS : il n'écarte pas l'éventualité de «représailles» : «L'hypothèse n'est pas exclue, mais il doit être clair qu'on ne peut faire de la politique dans l'espoir des circonscptions et dans l'attente fiévreuse des voitures ministérielles. Le problème n'est pas de savoir si nous avons bien ou mal servi nos intérêts électoraux, mais si nous avons fait de la bonne ou de la mauvaise politique au sens le plus vrai du mot».

Comité directeur du PS : le CERES claque la porte

Le comité directeur du PS qui s'est tenu lundi après-midi, a donné quibus à sa délégation au sommet de la gauche, pour l'attitude qu'elle a adoptée. La discussion a surtout porté sur les positions éventuelles que pourrait accepter le PS dans la négociation. En fait, le mandat fixé à la délégation semble assez large, et laisse Mitterrand libre d'apprécier sur le terrain les concessions qu'il juge nécessaires. Cependant, le comité directeur a tenu à réaffirmer sa volonté de s'en tenir aux neuf nationalisations prévues en 72. Sur la question des filiales, alors que la majorité du PS s'accorde pour nationaliser la centaine de filiales détenues à 98% par des entreprises nationalisables, le CERES a essayé de faire prévaloir une liste plus large, se rapprochant des positions du PCF, et la position de monopole sur le marché, l'importance dans le groupe, le rôle technologique de la filiale, et l'existence d'une minorité de blocage qu'il faudrait faire sauter. Mis en échec par Mitterrand, Chevènement et Motchane quittent la salle.

Les timides remarques du PCF

On sait qu'à la fin de la semaine dernière, 90 personnes avaient été livrées par la RDA à l'Allemagne de l'Ouest, en échange d'une somme allant de 40 000 à 100 000 marks par personne. Ces personnes étaient emprisonnées pour avoir tenté de franchir illégalement la frontière. Ces échanges font partie des bonnes relations instaurées entre les deux états par l'«Ost Politik», la politique d'ouverture à l'Est inaugurée par les sociaux-démocrates.

En relevant le fait, *L'Humanité* y va d'un commentaire : «On ne saurait approuver de telles tractations. La liberté individuelle doit être respectée, et non pas faire l'objet de semblables marchandages», écrit le quotidien du PCF. Ces timides remarques en forme de répétition de principe témoignent de la gêne devant cette manifestation d'un aspect particulièrement hideux du modèle que le PCF met volontiers en avant en guise d'alternative au fascisme russe.

Le PSU : «Plus proche du PC»

C'est Mousel qui le dit dans une interview au *Quotidien de Paris* : «Nous nous sentons plus proches des thèses du PC que de celles défendues par ses partenaires», et surtout, il regrette de ne pas participer à la renégociation du programme commun, ajoutant : «Je crois surtout qu'à polariser les choses autour des radicaux de gauche, on passe à côté d'une réalité beaucoup plus importante, tant sur le plan social qu'électoral. Cette réalité, c'est celle de l'existence d'un courant comprenant la CFDT, les mouvements écologistes, le syndicalisme du cadre de vie, et nous-mêmes, PSU... Se pose donc la question : n'est-ce pas aujourd'hui le moment d'essayer de jeter les bases d'une unité nouvelle, plus large quant au fond et au nombre de ses composantes.»

Quelles adhésions au PCF ?

«Monsieur, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire parvenir dans les plus brefs délais une documentation complète sur le PCF pour mon adhésion quasi-certaine. (...) En effet, mes opinions politiques —de centre droit— ont beaucoup évolué depuis les récents événements survenus en France. (...) La façon d'agir de la direction de la société où je suis employé en qualité d'agent de surveillance ne m'incite pas à prendre partie pour une bande d'exploitants hautains (...). J'attends beaucoup de vous (...) il faut que cela change (...). A la limite, je souhaite militer avec et pour vous (...).»

Cet extrait de lettre est cité en exemple dans *L'Humanité 7 jours d'Alsace*. Comme un exemple de renforcement du PCF. On est loin des grandes campagnes démagogiques sur les travailleurs qui ne peuvent joindre les deux bouts, qui se révoltent contre le système, etc. Mais sans doute, cette lettre est-elle assez significative du type d'adhésions que fait le PCF aujourd'hui.

POLITIQUE

LE P.R. VEUT ÊTRE L'AILE GAUCHE DE LA DROITE

Le Parti Républicain (P.R.) avait commandé en juin dernier une étude sur le comportement des anciens électeurs giscardiens de 74 qui se détournent actuellement de la droite. Soisson, lors de son interview de dimanche soir, avait laissé entendre que la majorité des pertes enregistrées par le parti giscardien se sont faites au bénéfice du parti socialiste ; c'est là en fait le résultat essentiel donné par ces travaux, aujourd'hui révélés par la presse. D'après ce document, ces «Nouveaux électeurs socialistes se caractérisent par une conscience «maussade» de la société française» et «le désenchantement colore leur point de vue» ; pour eux «le maître-mot qui caractérise notre ordre social est le suivant : l'injustice». Ils sont, nous apprend-on, «fortement déçus par ceux qu'ils ont, dans le passé, contribué à porter au pouvoir.» Le PS représenterait, aux

yeux de cette catégorie mal définie, une force qui «apparaît comme prête à gouverner, et ce n'est pas sur sa compétence que l'on peut l'attaquer... D'abord, c'est un parti fort ; fort par son poids électoral, fort aussi, et là n'est pas la moindre de ses séductions, par sa capacité à s'imposer, c'est-à-dire sa capacité à s'opposer, à dire non, notamment à son allié communiste».

Pour conclure, les sondages du P.R. restent pessimistes quant aux possibilités de regagner à court terme une partie de cet électorat perdu : «Force est de constater que les recours de la majorité pour regagner du terrain perdu que constitue pour elle le nouvel électorat socialiste sont minces... La seule chance réellement sérieuse d'un rétablissement tient à une rejuvénation de toute l'aile gauche de la majorité, et notamment du P.R.»

Lecanuet lorgne vers les écologistes

L'électorat écologiste qui oscille suivant les sondages, entre 5 et 10 % est très disputé. Après le MRG, c'est le tour du CDS d'intégrer des promesses écologistes à son programme. Il tiendra mercredi matin une conférence de presse pour présenter ses ajouts personnels au manifeste de la droite, intitulés «Les autres solutions» ; Philippe de Saint-Marc, secrétaire du CDS à l'environnement, présentera les propositions des centristes sur les questions écologistes.

Attentat contre le MRG

Un cocktail Molotov a été lancé contre une permanence du Mouvement des Radicaux de Gauche, dans le 19^e arrondissement, à Paris. S'il n'a fait aucune victime, il a cependant provoqué d'importants dégâts. La fédération du PCF a immédiatement élevé une «vigoureuse protestation contre l'impunité dont bénéficient les incendiaires» et a demandé au préfet de police de «prendre enfin toutes mesures pour que de tels actes criminels cessent, et que leurs auteurs soient châtiés.»

Le PCF craignait de se voir accusé !

Giscardiens de gauche

Il y avait déjà les radicaux et les radicaux de gauche, les gaullistes et les gaullistes de gauche, il y a maintenant les giscardiens et les giscardiens de gauche. Trois militants «républicains indépendants» viennent de faire paraître une tribune libre dans *Le Monde* où ils expliquent très sérieusement en quoi le réformisme giscardien est fondamentalement de gauche. L'heure n'est pas encore à la création d'un nouveau gouvernement, mais ça vient ; n'écrivent-ils pas : «Notre action nécessite une structure d'animation résolument progressiste ; les militants giscardiens de gauche existent, c'est le moment pour qu'ils se manifestent.»

LES TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE JUGENT L'UNION DE LA GAUCHE

Les interrogations sont nombreuses dans les masses aujourd'hui sur la querelle de l'union de la gauche, et plus généralement sur l'ampleur des divergences, la nature des projets en présence. Le développement de la polémique depuis le mois d'août, la propagande intensive du PCF, le coup d'éclat de Fabre, les sommets et autres réunions qui se multiplient, les accusations réciproques, tout cela fait naître bien des interrogations, et aussi fait tomber des illusions. Les communistes en dénonçant la nature capitaliste des projets contradictoires, des partis en présence, avancent la seule perspective face à la crise politique de la bourgeoisie, celle du socialisme.

Aujourd'hui, nous publions une correspondance envoyée par des camarades de l'hôpital St Antoine à Paris sur les interrogations des masses au moment où la gauche tente de refaire son «unité» pour atteindre les élections. Nous appelons nos lecteurs à nous écrire ou nous téléphoner pour nous faire part du débat politique tel qu'il se mène aujourd'hui, chez les travailleurs, à ce sujet.

Beaucoup de questions qu'ont fait germer parmi les travailleurs les querelles de l'Union de la gauche au cours de l'été, se sont exprimées spontanément après l'éclat de Robert Fabre et des radicaux de gauche.

Depuis jeudi, à l'hôpital St Antoine, les débats sont nombreux sur le sujet, et assez vifs.

Ainsi vendredi, la discussion s'est ouverte spontanément, à l'heure du repas, dans la file d'attente du Self service. A un hospitalier qui soulignait l'urgence d'améliorer les logements, un membre du parti révisionniste répond : «Oui, tu as raison, mais on ne peut pas tout donner tout de suite». Aussitôt il se fait remettre à sa place par plusieurs employés : «C'est ça, en somme, vous êtes entrain de vous faire avoir par les Radicaux. Ensuite, vous vous ferez avoir par le PS». «D'ailleurs c'était à prévoir». Et les travailleurs, dont la déception grandit chaque jour à mesure que se démasque l'impuissance du Programme commun à remplir leur attente, s'en prenaient violemment au PCF. Le débat, bientôt élargi opposait nettement

les travailleurs aux révisionnistes, qu'ils interpellaient et qui manifestaient une rare discrétion, cependant que leurs sympathisants s'esquivaient. Quant aux membres du PS, ils étaient absents, comme d'habitude.

Du ton général de la discussion, des arguments échangés, il ressort d'une part une grande colère ; colère des travailleurs pour

qui les questions de conditions de travail, de hausse de salaire, sont importantes ; ils ont pu placer un moment leur confiance dans la gauche et voient celle-ci les trahir avant même d'être au pouvoir. Par dessus tout, l'idée qui domine, c'est celle qu'a exprimée nettement un agent hospitalier «Pour qu'ils s'engueulent comme ça maintenant qu'est-ce que ça sera après les élections !»

Colère contre les Radicaux de gauche, certes ; mais colère encore plus grande contre le PCF, tenu pour responsable de s'être fourvoyé, aux yeux des travailleurs qui lui ont fait confiance, dans une aventure qui semble de plus en plus menacée par la faillite.

Non que toutes les illusions répandues par le révisionnisme aient ainsi été dénoncées ; après l'épisode Robert Fabre, les travailleurs de l'hôpital sont certes sans grands espoirs (même si un accord peut être signé, que vaudra-t-il, dans ces conditions ?), mais continuent

de ne pas envisager d'autre alternative aux partis de droite au pouvoir qu'un gouvernement de gauche.

Les interrogations ne portent pas nettement sur la nature des propositions du PCF, ni sur ses projets. Pourtant, ces questions commencent à mûrir : «Mais, pour se disputer comme ça, qu'est-ce qu'ils veulent, à la fin ?» demandait une aide soignante. En même temps que l'accusation d'avoir trompé les travailleurs commence à se former chez certains, apparaît aussi l'insatisfaction devant les explications traditionnelles du parti révisionniste : «Nous on est pour le pouvoir aux travailleurs, mais c'est le parti socialiste qui freine». Aujourd'hui, cet échappatoire ne suffit plus ; à force d'accuser ses partenaires, mais de ne proposer aucune autre alternative, c'est son propre projet, sa prétention à donner le pouvoir aux masses que les travailleurs commencent à mettre en doute. «On attend de voir ce qu'ils vont faire» disait une employée.



Emploi :

RELANCE ARTIFICIELLE

L'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie organisait lundi une journée d'information sur les entreprises du commerce de moins de dix salariés. Ces travaux entrent en droite ligne dans la campagne gouvernementale sur la création de nouveaux emplois. Ils suivent tout juste le lancement de l'opération «S.V.P. apprentissage», opération organisée par les 98 Chambres de métiers.

Mais ils précèdent de peu le premier bilan du CNPF, le 29 septembre, concernant son engagement de créer, d'ici décembre, 300 000 nouveaux emplois.

Campagne bien orchestrée, et vivement soutenue par une presse complaisante ; «Le Figaro» titrait à la «Une» mardi matin : «Emploi : le dégel». Selon ce journal, on assisterait depuis quinze jours à une remontée massive des offres d'emploi. Mais est-ce là la preuve d'une résorption du chômage ? Il ne s'aventure pas sur ce terrain, renvoyant cette délicate question à début octobre, date à laquelle, toujours selon «Le Figaro», un premier bilan de cette «reprise» pourra être tiré. Trois arguments sont cependant avancés : les chefs d'entreprise feraient confiance à Barre, ils

veulent honorer leur engagement politique, et enfin la conjoncture économique serait favorable à une reprise. Verbiage trop souvent entendu ! D'autant que l'on apprend dans le même temps que «l'hypothèse de croissance pour cette année vient d'être révisée en baisse.»

Mais au delà de ces discours démagogiques éculés, il faut voir dans cette campagne le terrain sur lequel la «majorité» présidentielle compte mener sa bataille électorale. Non sans remous, on le sait, notamment avec le RPR qui a une autre conception des choses.

Celui-ci, qui participe de la direction du groupe depuis vingt ans, refuse subitement le «misérabilisme» des mesures de «relance» déployées par le troisième volet du plan Barre. Il est vrai que ces mesures, qualifiées d'«énergiques» par leurs auteurs, font figure de «peaux de chagrin», comme par exemple les quelques faux emplois (emplois des jeunes, apprentissage...) obtenus au bout du compte. Le problème de l'équipe au pouvoir est bien cependant qu'elle n'a pas d'autre solution à mettre en avant d'ici 78.

LUTTES OUVRIERES

Secteur nationalisé

ECHEC PRESQUE COMPLET DES «NÉGOCIATIONS SALARIALES»

Ainsi donc, les «négociations» salariales dans le secteur nationalisé tirent à leur fin sans avoir atteint aucun des objectifs que leur avait assignés le gouvernement. L'exception de la signature des syndicats dits «modérés» de la RATP a bien confirmé la règle. Aucun autre accord n'a pu être signé, même avec les syndicats jaunes, dans aucune autre entreprise du secteur nationalisé. Dernières en date, des «négociations» se déroulaient lundi après-midi à 17 heures entre les syndicats et la direction de la SNCF. Là également, les chances d'un accord paraissent bien minimes.

Même les syndicats jaunes, ceux qui n'existent que pour servir de faire-valoir à la politique dite de «concertation» du gouvernement giscardien, n'ont

donc pas osé signer les «accords» qu'on leur proposait. C'est que les propositions contenues dans ces accords, équivalent à zéro. D'ordinaire, peu de choses sont accordées, mais cette année, tous les records en matière de régression du pouvoir d'achat et d'austérité en général semblent devoir être battus. Des barèmes compliqués, résultant de savants calculs ont été élaborés à partir de chiffres manipulés et d'indices truqués pour tenter de démontrer que le pouvoir d'achat est maintenu et ainsi justifier les refus systématiques aux revendications.

Les propositions des différentes directions du secteur nationalisé prennent plutôt l'allure de provocations et sont de toutes

façons basées sur une solide politique d'austérité, si bien que même FO qui d'habitude, signe fidèlement à peu près tout ce que lui demande ses maîtres n'a pas osé cette fois, s'aventurer trop dans cette voie, sous peine de perdre le peu de crédit qu'il a chez les travailleurs de ces branches. A l'EGF par exemple, avant de «s'orienter vers une réponse positive», FO a demandé à la direction de poursuivre les discussions.

Du côté des directions CGT et CFDT, on clame bien fort qu'il n'est pas question d'accepter ces accords au rabais et l'on rappelle à juste titre, que nombre de ces accords, traditionnellement discutés à cette période de l'année, comportent des clauses au terme desquelles les signa-

taires s'engagent à respecter la «paix sociale». De cette attitude ferme face aux appels à la collaboration dans laquelle patauge lamentablement les Bergeron, CFTC et autres autonomes, on serait en droit d'attendre des initiatives, des appels à l'action pour arracher les revendications insatisfaites. Las, c'est d'une voix bien fluette que les dirigeants confédéraux lancent leurs «appels au développement de l'action». Il y a gros à parier que le contenu des discussions bilatérales, au plus haut niveau qui vont avoir lieu dans la semaine qui vient, à l'initiative de la FEN, vont plus porter sur la manière de donner le change aux travailleurs mécontents que sur les mesures à prendre pour développer une réelle action revendicative.

SNCF : les cheminots en grève du 25 au 27 septembre ?

Face à la direction avec qui ils tentaient de négocier de nouveaux accords portant sur les salaires et sur la reconstruction du réseau, les syndicats CGT et CFDT ont refusé d'avaliser des «mesures dérisoires».

Un mouvement serait envisagé fin septembre pour répliquer aux propositions de la direction qui mise sur une augmentation de 2,6% au 1^{er} septembre.

Mais si elle est confirmée, cette nouvelle journée de lutte constitue-t-elle une réplique efficace aux mesures de la direction de la SNCF ? En effet, la SNCF prévoit quatre cents suppressions d'emploi sur les réseaux Sud-Est (Grenoble, Annemasse, St-Étienne, Avignon, Besançon), nécessaires selon la direction «pour une meilleure rentabilité». A l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, Autonomes, les agents de conduite sont invités à faire grève de dimanche 25, 0 heure, au mardi 27, 10 heures, pour exiger le maintien des effectifs.

Menaces sur l'emploi à SKF

C'est au total près de 1 500 travailleurs qui sont menacés de licenciement dans les trois usines du groupe suédois SKF (roulements à billes). A Ivry et à Bois-Colombes, les rumeurs circulent avec de plus en plus d'insistance tandis qu'à l'unité de production de Lons-le-Saunier, le comité d'établissement a été convoqué par la direction pour le 22 septembre afin, semble-t-il, d'être mis devant le fait accompli de la fermeture totale de l'usine.

L'escroc licencie ses ouvriers

78 travailleurs licenciés dans l'entreprise Tubméral de Caluire près de Lyon après que le tribunal de commerce a prononcé la liquidation des biens ! Jusque là, rien d'anormal si l'on peut dire. Des affaires comme celles-là, il s'en produit tous les jours. Tous les jours, des travailleurs sont jetés à la rue quand leurs exploiters estiment qu'ils peuvent réaliser plus de profit ailleurs.

Il n'y aurait donc rien de particulier à dire, si le PDG n'était un certain Temporel, condamné à 12 millions d'amende dans l'affaire des fausses factures de Lyon en 1973. Des mauvais esprits font courir le bruit que Temporel veut liquider son entreprise au profit d'une autre, dirigée par son fils et en même temps pour s'acquitter de sa lourde dette !

Les marins des pétroliers Shell toujours en grève

Les équipages des trois pétroliers de la compagnie Shell en grève depuis le 8 septembre, poursuivent leur mouvement. Il s'agit du «Léda» immobilisé à Fos-sur-Mer, du «Dolabelle» au Verdon et d'un autre navire bloqué lui, dans le port de Rotterdam. Les syndicats demandent une augmentation des jours de congés quand l'embarquement dure plus de cent jours. Des avantages de ce type ont déjà été obtenus dans d'autres compagnies comme Mobil, Esso ou la BP.

Une réunion avait lieu lundi au siège de la société maritime Shell à Paris pour tenter de résoudre ce conflit. En attendant, les ports sont privés de pétrole brut.

Quand la coopérative licencie

L'UCAVL, importante coopérative du Lot-et-Garonne, vient de décider de procéder à des licenciements massifs du personnel. Prétextant les intempéries du mois de juillet dernier, cette conserverie de Sainte-Livrade veut se débarrasser du tiers de son personnel permanent et voudrait renvoyer chez eux 200 ouvriers espagnols qu'elle vient tout juste de faire venir en France pour un contrat de deux mois. Une manifestation a déjà eu lieu la semaine dernière à laquelle les travailleurs menacés ont massivement participé.

● Pour faire face à la situation de l'emploi qui ne cesse de se dégrader dans le Vaucluse, un comité de chômeurs CGT s'est créé à Avignon. Dans un tract qu'il a massivement diffusé, il fait le point sur les licenciements opérés par les patrons dans la dernière période et dénonce les propos démagogiques du préfet du Vaucluse concernant la situation de l'emploi. Il appelle les chômeurs à l'action, les invite à se regrouper et les convoque à une réunion mercredi prochain.

Le comité d'action chômeurs CGT d'Avignon appelle à la lutte

Le 8 septembre, M. Gevrez, préfet du Vaucluse, donnait une conférence de presse.

«Nous ne sommes pas dans les pires moments, mais nous ne sommes pas non plus dans les meilleurs. La situation n'a rien de réjouissant, mais on est loin des chiffres apocalyptiques d'organisations qui se placent systéma-

tiquement en dehors de la réalité».

Ces déclarations viennent en appui de la campagne orchestrée par la coalition gouvernement-patronat, avec l'aide des

grands moyens d'information placés sous leur domination.

Face à cette grossière démagogie, nous opposons des chiffres, en quelques jours :

ERO	à SORGUES	70 licenciements
TECNOMA	à VAISON	11 licenciements
AUX NATIONS	à VAISON	20 licenciements
SOCONI	à AVIGNON :	25 licenciements

soit : 126 travailleurs privés d'emploi

Dans le même temps, monsieur le préfet refuse de recevoir des délégations de représentants syndicaux

de SOCONI et des NATIONS.

Où sont créés les emplois dans notre département ? Et combien sont créés par les mesures annoncées ?

Les travailleurs privés d'emploi et les contribuables qui financent ces mesures sont en droit d'exiger une réponse.

Pour nous CGT, une exigence s'impose. L'action unie de tous les travailleurs, pour imposer des reculs au pouvoir et au patronat.

Les travailleurs privés d'emploi ne sont pas responsables de la crise. Ils ne doivent pas rester isolés, face aux difficultés qu'ils rencontrent. Ils ont tous leur place dans la lutte, pour le droit à l'emploi, avec les syndicats d'entreprise, en coordination avec les Unions locales CGT.

Le comité CGT d'action chômeurs fait partie intégrante de l'organisation syndicale. Il a été créé par suite de l'aggravation de la situation de l'emploi, il nécessite un travail collectif.

Le chômeur a des droits, il peut par la lutte obtenir des améliorations de sa situation.

(Extrait de tract)

MERCREDI 21 SEPTEMBRE, A 15 H
RÉUNION
DU COMITÉ CGT D'ACTION CHÔMEURS
A LA BOURSE DU TRAVAIL
1, RUE LEDRU-ROLLIN - AVIGNON
DÉBAT SUR VOS PROBLÈMES ACTUELS
ET LES SOLUTIONS QUE PROPOSE LA CGT

Nouvelles brèves de Besançon

► Toujours pas de sécurité à l'hôpital pour les travailleurs chargés du ramassage des poubelles. Pour la troisième fois, l'un d'entre eux a été pris de malaise et a dû être hospitalisé.

► La rentrée de la CGT à Besançon : 250 personnes seulement au meeting où Livio Mascarello (secrétaire confédéral) déclarait : «Si la gauche passe, la nationalisation de Rhône-Poulenc portera un coup sérieux à de telles féodalités financières».

► Mercredi dernier, quatre militants CGT ont été évacués de l'ANPE par la police

parce qu'ils distribuaient des tracts aux chômeurs.

► A la CTB (bus de Besançon) la direction a pris peur de la grève qui menaçait et a finalement cédé sur l'amélioration des conditions de travail (réduction de l'amplitude), les salaires et le problème des auxiliaires.

► La CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie) appelle les personnes âgées de Besançon à se mobiliser pour faire reconnaître leurs droits de locataires face au scandale du logement.

► Menace de licenciement (un trentaine

d'auxiliaires juste avant leur titularisation) au service des impôts : l'administration préfère que le travail du cadastre soit fait par des géomètres privés bien que cela revienne plus cher.

► Débrayages à Stanley-Mabo (entreprise d'outillage suite aux menaces sur l'emploi).

► A Rhône-Poulenc Textile, les travailleurs ont débrayé pour protester contre le refus du patron de négocier.

► Les chauffeurs et manutentionnaires de l'entreprise de transports Virolles se sont mis en grève et ont manifesté dans les rues de Besançon.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pékin Information
- La Chine en Construction

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Ken Bale lu pobiek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Neussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

LUTTES OUVRIERES

Usinor Maubeuge

500 LETTRES DE LICENCIEMENTS

Lundi matin, les ouvriers d'Usinor-Louvroil ont reçu une lettre de licenciement collectif.

Cette nouvelle vague de liquidation des travailleurs fait suite au plan de restructuration entrepris par le patronat dans la sidérurgie.

L'ensemble des travailleurs se sont rapidement rassemblés dans les rues de Béthune pour protester contre leur mise au chômage. La manifestation s'est rendue devant l'agence nationale pour l'em-

ploi dont ils dépendent, à Maubeuge.

Porteurs de banderoles dénonçant le chômage, les manifestants ont brûlé leurs lettres de licenciement devant les bureaux de «l'agence pour le chômage».

Avec la liquidation de la sidérurgie, et celle des «Lainières», la bourgeoisie tue une région industrielle au nom de la «restructuration», mais à chaque attaque des patrons suit la réplique des travailleurs,

qui ne se contenteront pas des promesses électorales des élus CGT et PCF qui saisissent l'occasion pour

leur permettre d'être de «bons patrons» lorsqu'ils auront pris la direction des affaires.

Chômage partiel dans la sidérurgie

A nouveau le chômage partiel sévit dans la sidérurgie lorraine. Cette fois, ce sont les travailleurs des aciéries de Neuves-Maisons qui sont frappés. Ils subiront huit jours supplémentaires de chômage dans le courant du mois d'octobre. Evidemment, il n'est pas question pour la direction d'indemniser à 100% ces journées perdues comme le réclament les syndicats.

Jossermoz (Haute-Savoie)

LE DÉPEUPELEMENT DE LA SAVOIE



La situation de l'emploi en Haute-Savoie est à l'image de ce qu'elle est dans le reste de la France. Après le développement industriel des années 60, c'est la récession. Les entreprises ferment leurs portes par dizaines, les files de chômeurs s'allongent de jour en jour, le sort des travailleurs devient sans cesse plus précaire : Morard, Ponchilons, Gambin, Ronson, Knopf... ces noms bien connus des Savoyards sont autant de drames pour les travailleurs. Des centaines d'entre eux ont rejoint le cortège des sans-travail à mesure que fermaient les boîtes. On ne compte pas moins de 10 000 chômeurs en Haute Savoie.

Aujourd'hui, c'est le groupe Jossermoz qui me-

nace de fermer ses portes à son tour. Dans ce groupe dont le siège est à Pringy près d'Annecy, 600 ouvriers fabriquent des cabines sanitaires et font de la menuiserie industrielle. Après de multiples péripéties, notamment dues à l'achat puis à la revente de la société par St Gobain, c'est finalement le règlement judiciaire qui est prononcé par le tribunal au mois de juin 77 et aussitôt suivi par l'envoi de 612 lettres de licenciements.

Depuis le 12 juillet, les travailleurs, avec les sections syndicales CGT et CFDT occupent les deux usines du groupe et exigent que soit trouvée une solution garantissant leur emploi. Dans la situation de l'emploi qui est celle de la Haute-Savoie, il n'est d'autre issue que la lutte.

Le «bon sens» de Furnon

Alors qu'il plaidait à Paris contre la C.G.T. qu'il accuse d'être un syndicat politisé, Furnon le petit patron de choc d'Alès a annoncé la création de l'U.F.B.S. (Union des Français de Bon sens). A l'issue d'une croisade anti-syndicale durant laquelle il prétendait refuser de faire travailler des ouvrières syndiquées à la C.G.T., Furnon s'est découvert une âme de rassembleur des «Français de bon sens». Furnon qui se présente lui-même aux élections à Alès, a constitué suivant ses mots «une sorte de parti anti-parti» : des candidats seront présentés aux législatives pour répondre au «ras-le-bol général des Français devant la politique et surtout le rôle de ces syndicats qui cassent notre économie, qui détruisent nos entreprises.» Il est à parier que le bon sens de Monsieur Furnon aurait fait plaisir au Maréchal Pétain, car il reprend les arguments les plus réactionnaires qu'ils soient.

INFORMATIONS GENERALES

Les quatre autonomistes corses déferés en Cour de Sûreté de l'État, inculpés



Manifestation à Bastia le 5 avril 76, pour réclamer de la Cour de Sûreté de l'État la libération d'Edmond Siméoni.

UN DOSSIER COUSU DE FIL BLANC

Les quatre autonomistes corses déferés lundi devant la Cour de Sûreté de l'État se sont vus notifier dans la soirée de lundi leur inculpation. Le juge Seguin est chargé d'instruire l'affaire. Il s'agit de José Stromboni, Louis Sarrochi, Jean Nicolaï et Louis Acquaviva, qui avaient été interpellés dans la

L'arrestation de Nicolaï et de Acquaviva aurait eu lieu dans la nuit du 13 au 14 septembre dernier, après la fusillade contre la villa du procureur Bernard. Interpellés par la police, celle-ci aurait découvert dans leur voiture un gros calibre P 38. Or, les tirs sur la villa de Bernard avaient, selon les premières versions, été effectués avec une 22 long rifle. On laisse même entendre maintenant que le CRS de faction s'est blessée lui-même en se coinçant le doigt dans la culasse de son pistolet-mitrailleur. Au petit matin, Stromboni qui a eu l'occasion de rencontrer Nicolaï le 13 est arrêté ainsi que Sarrochi. Au domicile de Stromboni, la police saisit de bien piètres «pièces à conviction» : une vieille plaque d'immatriculation que son garagiste lui a laissée, des éléments d'un poste radio (amateur) et une vieille cagoule de laine... issue du nécessaire à encaustiquer de sa femme !

LE POUVOIR RÉGLE SES COMPTES EN SECRET

Les autonomistes arrêtés ont déjà subi les foudres du pouvoir. Sarrochi avait dû subir quinze jours d'emprisonnement avant d'obtenir un non-lieu lors de sa traduction en Cour de Sûreté de l'État en août 1975. Stromboni purgera trois semaines de prison lors de l'enquête visant à démanteler le FPCL (Fronte paeanu Corsu de Liberazione). Il est suspecté par le pouvoir d'être «le chef des terroristes» qui avaient plastiqué le club «Transat» de Bastia et le siège de la SOMIVAC. José Stromboni est sur la «liste noire» des autorités depuis longtemps : parce qu'il a su opposer, face au

gouvernement, une solide contestation et le mettre en difficulté à plusieurs reprises. Il est fondateur de la jeune chambre économique de Bastia, anime le mouvement contre les boues rouges, soulève le problème de la Légion lors d'une conférence internationale. Cette fois-ci, le pouvoir a voulu neutraliser Stromboni (qu'il redoute) en l'emprisonnant à la veille de la table ronde de Calvi sur la pollution, et les forages off-shore au large de la Corse...

Les policiers prétendent avoir repéré Stromboni sur une des photos de la conférence de presse clandestine donnée par le FNLC après la destruction du relais de télévision : le premier homme en partant de la gauche de la photo appuyait sa main sur le genou..., position habituelle chez Stromboni !

C'est sur la base de ce dossier vide et de ces accusations fantaisistes que la police s'empare des quatre hommes et les met au secret, dans les locaux de la police judiciaire d'Ajaccio. Ils sont

interrogés plusieurs jours durant. De tout cela, ni les radios, ni les journaux ne diront mot. C'est la conspiration du silence. Le silence et la peur des autonomistes : les hommes sont séparés toutes les nuits, l'un est gardé à la sécurité urbaine, l'autre à la gendarmerie, le troisième, chez les gardes mobiles, le dernier à la Police Judiciaire, et chacun sous bonne garde...

Les semaines à venir permettront de le préciser.

La préfecture annonce au conditionnel que la Cour de Sûreté risque d'être saisie. Sans crier gare, les Bastiais sont transférés à l'aéroport d'Ajaccio, destination Paris, pour être jugés. C'est presque à l'expiration du délai de garde-à-vue (six jours) que les hommes se voient notifier leur inculpation, vers 20 H.

REVANCHE ET PROVOCATION

«Après l'échec lamentable de la journée du 9, le pouvoir veut prendre sa revanche. (...) Il n'est pas question de laisser passer cette nouvelle provoca-

Embouteillage... sans klaxon à Ajaccio

Lundi soir, Ajaccio a été le siège d'un vaste embouteillage, pas comme les autres. Pour manifester leur soutien à leurs camarades, une douzaine de responsables autonomistes se rendent en voiture à la préfecture sur quatre files de front et sur deux rangs. Devant la préfecture, ils abandonnent calmement leurs véhicules en pleine rue, ferment leurs vitres et leurs portes. Sortis du bâtiment officiel une vingtaine de flics s'approchent du groupe déjà fort d'une centaine de personnes en intimant l'ordre aux autonomistes de décamper. «Nous ne partons pas. Nous sommes là pour défendre nos camarades». Après de vaines injonctions, les flics abandonnent le terrain piteusement et rentrent à la préfecture, découragés par la vue surprenante d'un embouteillage monstre, silencieux et complice...

tion». Les Corses se préparent à riposter. A Ajaccio, le Comité Anti-répression se réunit ; à Bastia, le Comité de Sauvegarde des Libertés.

Une sourde exaspération naît : «Il y en a assez. On s'en prend toujours aux mêmes. On saisit le premier prétexte, ou on l'invente, et c'est la Cour de Sûreté !»

«Après l'échec de la manifestation des élus, le pouvoir cherche à faire diversion par une bataille sur le terrain de la répression» nous explique Vincent Stagnara, avocat des inculpés. Les défenseurs des Bastiais vont déposer plainte contre les fonctionnaires qui ont procédé aux inculpations pour avoir accès au dossier. Ils comptent porter l'affaire devant la Communauté Européenne pour viol des droits de l'Homme.

L'arrestation des Bastiais s'inscrit dans une situation politique délicate pour le pouvoir. Après l'échec du 9 septembre, (et on se souvient de tout l'appui apporté par le pouvoir aux élus), des comptes se règlent à bas bruit, dans les milieux officiels. Depuis, certains se voient reprocher une situation qui tourne le pouvoir en ridicule : les autonomistes gardent l'initiative et un soutien certain de la part des masses corses. Certains fonctionnaires, accusés de mollesse, auraient-ils choisi, la voie de l'exemple ? C'est probable. D'autant qu'on murmure en Corse qu'en cas de succès de la journée anti-autonomiste, un vaste coup de filet était prévu contre une centaine de militants... Le rapport de forces lui étant peu favorable, le pouvoir a visiblement tenté une opération plus limitée, mais de même nature.

Pierre PUJOL

Office HLM de la région parisienne

Un trou de 40 millions

La Cour des Comptes enquête sur la gestion de l'Office interdépartemental d'HLM de la région parisienne. Le gouvernement a décidé de suspendre le conseil d'administration de l'Office qui, en un an, a vu défiler trois directeurs. Un administrateur a été nommé. Le conseil d'administration est composé de représentants du préfet et d'élus locaux.

L'Office d'HLM explique son déficit par l'importance des loyers impayés, qu'il évalue à 6 500 sur 55 000. Ceci reflète la situation économique des familles populaires durement touchées par le chômage et le plan d'austérité, mais aussi par la hausse vertigineuse des charges locatives. Mais les impayés n'expliquent pas tout, loin de là.

Il y a également plus d'un millier de logements vides, consécutivement à des expulsions ou à des départs de locataires ne parvenant plus à payer leur loyer. Les délais d'attribution extrêmement longs font qu'il faut attendre plusieurs semaines avant

qu'un logement vide soit réoccupé.

Enfin, l'Office de HLM paye des charges énormes bien souvent surévaluées : plus de 120 millions par an. Ainsi, les locataires d'Argenteuil se sont rendus compte que le chauffage était facturé très au-dessus du coût réel. En quatre hivers, ils ont payé 1 600 000 F en trop. Après une grève des charges, ils ont obtenu qu'on leur baisse de 30% la facture de chauffage. Ce n'est qu'un cas parmi d'autres.

Certains administrateurs encourrent des poursuites pour avoir favorisé certaines compagnies de chauffage lors du passage des contrats.

L'affaire connue depuis le 9 septembre n'a été révélée que dix jours après. Au terme de l'enquête de la Cour des Comptes, ce scandale aura certainement des suites judiciaires. Mais quels qu'en soient les résultats, les locataires qui auront été victimes des escroqueries ne seront jamais remboursés.

S.L.

H.L.M. : trou de deux milliards pour financer le programme 77

Il manque deux milliards de francs pour financer le programme de construction de HLM prévu pour 1977. Les constructions de HLM sont financées par des prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations qui gère les fonds des livrets d'épargne. Or, l'épargne a enregistré cette année une baisse de 30 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse de l'épargne, effet du plan Barre, affecte donc directement le programme des logements sociaux.

L'exclusion de Manchester : une décision qui ne satisfera personne

Les instances dirigeantes de l'UEFA qui organisent les coupes européennes de football ont décidé d'exclure l'équipe de Manchester United de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. La commission de discipline de l'UEFA entend ainsi sanctionner le comportement des supporters de Manchester au stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne. Cette décision ne satisfait personne, ni Manchester qui va faire appel, ni même les dirigeants et les joueurs de Saint-Etienne qui auraient préféré se qualifier pour le tour suivant de la Coupe d'Europe ailleurs que sur le tapis vert.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Odieux trafic de vente de bébés entre Beyrouth et Paris

Un avocat libanais fournissait les couples des beaux quartiers (qui n'avaient pu avoir d'enfants) en bébés «importés» du Liban, moyennant finances. L'avocat avait pignon sur rue à Paris, près du Panthéon et procédait à son ignoble commerce, jusqu'au jour où une journaliste de «La Vie» vint le trouver, faisant mine de vouloir acheter un enfant. Elle s'entend expliquer : «Chez moi, le bébé vous coûtera 25 000 F. Mais je vous le donne avec des vêtements... Compte-tenu de mes dépenses en télex et en téléphone et du cadeau à la mère, ce n'est pas cher». L'avocat se fournissait auprès de mères célibataires au Liban. Il exigeait des femmes candidates à l'adoption 10 000 francs à la «réservation», 5 000 F pour voir le bébé et 10 000 francs pour «la livraison» de l'enfant. La famille garde l'enfant un an, puis entame les formalités d'adoption...

Depuis la découverte de ce trafic, l'avocat a disparu et sa secrétaire ne donne plus comme adresse qu'une boîte postale à Beyrouth. Ainsi, un trafic aussi ignoble a pu se perpétuer à Paris pendant longtemps et de manière semi-officielle !

Pour prouver l'efficacité de son traitement, un médecin va manger 30 grammes de champignons mortels

Le Docteur Pierre Bastien de Remiremont (Vosges) tentera, ce mardi, une expérience des plus risquées. Pour prouver l'efficacité du traitement qu'il a mis au point contre les empoisonnements dus aux champignons vénéneux, il ingurgitera 30 grammes d'amanites phalloïdes, le plus vénéneux des champignons, mortel à faible dose.

Il faut dire que le docteur Bastien n'en est pas à son coup d'essai, mais l'incrédulité du corps médical devant tout ce qui ne vient pas des recherches officielles et des laboratoires est telle qu'il passe aux yeux de ses confrères pour un fou ou un escroc. Le traitement qu'il a mis au point sur la base d'expérience (il a par deux fois mangé des champignons vénéneux pour tester son traitement et il a soigné efficacement plusieurs personnes qui avaient absorbé des champignons toxiques par mégarde) n'a pas été pris au sérieux par le corps médical. Répondant à l'invitation d'un spécialiste allemand des champignons d'Heidelberg lui aussi incrédule, il va donc manger 30 grammes d'amanites phalloïdes.

Lorsque les premiers troubles apparaissent, environ trois heures après l'absorption, le docteur Bastien se désinfecte la bouche, puis se fait des piqûres intraveineuses de vitamine C. Il espère démontrer cette fois encore l'efficacité de son traitement, un échec signifierait sa propre mort : il n'existe en effet aucun autre traitement que le sien.

Découvertes d'uranium en Egypte

Le comité de l'énergie atomique égyptien révèle que ses prospections ont permis de trouver d'importants gisements d'uranium dans plusieurs régions. La plupart de ces gisements seraient situés dans les déserts oriental et occidental de l'Egypte dans le Sinaï et sur les côtes de la mer Rouge. Des contacts ont été primés avec des firmes d'extraction d'uranium.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Les fichiers informatiques des tribunaux

LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE PROTESTE

● La section de Nanterre du Syndicat des avocats de France dénonce dans un communiqué l'utilisation faite par le parquet du tribunal de cette ville d'une fiche informatique annexée aux dossiers pénaux. Pour la troisième fois, les avocats de la section de Nanterre du SAF demandent la suppression de cette fiche.

Ils déclarent qu'ils «ne peuvent accepter que se trouve annexée au dossier cette fiche informatique où figurent des affaires classées sans suite, non

Un avocat membre de la section de Nanterre du S.A.F. a découvert avec stupéfaction dans le dossier d'un de ses clients jugé en flagrant délit, la fiche fournie par l'ordinateur sur son client. Celui-ci était poursuivi pour un délit mineur : défaut de permis de conduire, et n'avait rien d'un délinquant.

Sur sa fiche figuraient plusieurs éléments : chèques sans provision (classés sans suite, poursuite inopportune) ; indication d'une poursuite et d'une condamnation pour conduite sans permis qui faisait l'objet d'une amnistie ; coups et violences volontaires à enfants, affaire mineure, classée sans suite. Toutes ces affaires figurent au dossier alors que légalement ne peuvent être consignés sans un dossier que les condamna-

tions portées sur le casier judiciaire n° 1.

UN RISQUE D'EXTENSION

Cette fiche informatique ne porte aucune signature, elle sort de l'ordinateur central qui la fournit lorsqu'on l'interroge. Peut-être y figurer, en violation des lois, toute affaire ayant fait l'objet d'une enquête préliminaire de police, même si elle a été classée sans suite.

On voit le danger de ce système qui risque de s'étendre à d'autres tribunaux.

UNE TRACE INDÉLÉBILE

La généralisation du système informatique dans les tribunaux avec la mention sur fiche de toutes les af-

encore jugées ou en cours d'instruction, ou ayant fait l'objet d'une décision de relaxe.»

Plusieurs ministres n'ont pas manqué, sur cette question de l'utilisation policière de l'informatique de prodiguer des paroles rassurantes : jamais l'informatique ne serait utilisée au détriment des libertés individuelles contre le développement de l'informatique. Ce qui se passe à Nanterre, montre que malgré toutes les paroles apaisantes, l'informatique s'intègre de plus en plus dans l'arsenal répressif de la classe dominante.

Le SAF constate que ces faits constituent : «Des atteintes à l'article 9 de la déclaration des droits de l'homme repris par le préambule de la Constitution de 1958... Devant les projets de l'extension de l'informatique judiciaire à d'autres tribunaux, les avocats de la section de Nanterre du SAF alertent leurs confrères sur cette pratique illégale».

La vigilance s'impose d'autant plus que l'informatique judiciaire s'ajoute à l'informatique policière, à des tentatives de constituer un système informatique dans le service social, sur les familles, au fichier des banques, à ceux de certaines entreprises... et aux tentatives de créer au ministère de l'Intérieur, un fichier central regroupant un ensemble de données informatiques sur les individus.

Même si l'affaire est classée sans suite, la trace indélébile de cette affaire va demeurer et elle sera ressortie à l'occasion de n'importe quel délit : infraction au code de la route ayant entraîné un accident par exemple. Il se constitue ainsi, pour le moment à Nanterre seulement, plus tard ailleurs si aucune action n'est menée, une mémoire policière où tout est enregistré de ce qui a amené une enquête de la police, fondée ou non.

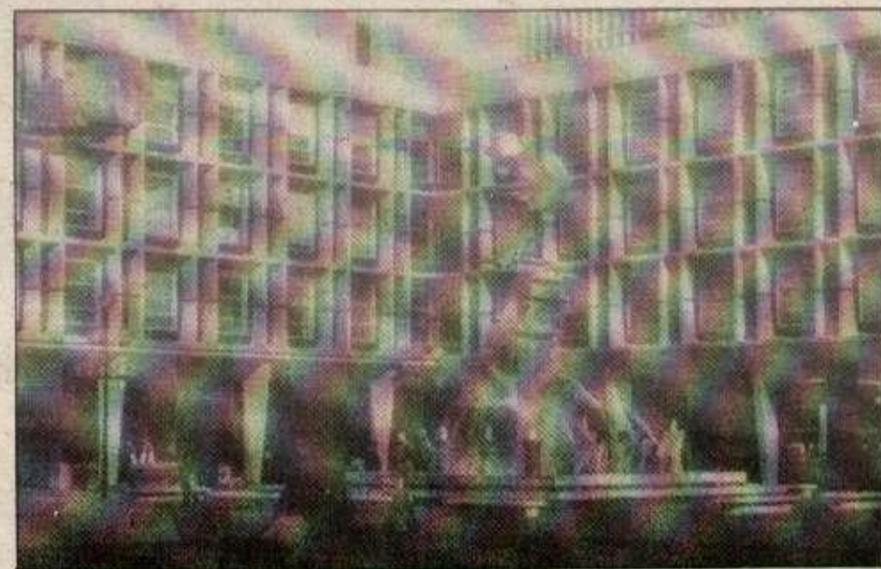
L'affaire des «Flanades» à Sarcelles

DEUX ESCROCS ÉCROUÉS UN TROISIÈME EN FUIITE

L'instruction sur l'affaire des «Flanades» suit son cours, avec la lenteur habituelle des instructions sur ce type de scandales. M. Gérard Puyette, juge d'instruction au tribunal de Pontoise a fait écrouer lundi deux escrocs, un troisième est en fuite, impliqués dans le scandale. Ces personnages ne manquent pas de relations avec le monde de la politique, et plus précisément avec un des partis de la coalition de droite.

«Les Flanades», c'est le désormais célèbre centre commercial de Sarcelles (Val d'Oise), où fut montée une énorme escroquerie au détriment de la SCIC, filiale de la Caisse des Dépôts. Le montant de l'escroquerie égalerait au moins quatre milliards. Attirés par les prêts avantageux consentis par la SCIC, une nuée d'escrocs s'est abattue sur Sarcelles, des magasins bidons se sont ouverts quelques jours, le temps pour leurs propriétaires de toucher les prêts et se sont déclarés en faillite. Cette escroquerie se double d'une fraude fiscale.

En enquêtant sur la situation fiscale de l'hôtel «Viviana», le principal établissement des «Flanades»,



les policiers de la Direction Départementale de la Police Judiciaire, découvraient que la comptabilité de l'hôtel reposait sur un système de fausses factures qui aurait permis de détourner environ 50 % du prêt d'installation de l'hôtel, soit plusieurs millions de francs actuels. Le devis de l'hôtel avait été également largement surévalué pour obtenir un prêt plus élevé : une brasserie et un salon de thé prévus au devis n'ont jamais été construits. Deux millions

de TVA, 900 000 F de prêt à la construction ont disparu de la comptabilité de «Viviana».

Les trois personnes impliquées sont Mme Gobbé-Bouquet, 58 ans, conseillère juridique, ancienne conseillère municipale UDR de Sarcelles, de 1959 à 1965. Elle a été écrouée à la maison d'arrêt de Versailles. M. René Teboul, 56 ans, écroué à la maison d'arrêt de Pontoise. Tous les deux étaient porteurs de parts et associés de l'hôtel «Viviana».

Un troisième larron est en fuite, M. Roland Larribau, 59 ans ; il s'est enfui de son domicile avant l'arrivée de la police.

Le «Viviana» est un hôtel de 120 chambres de classe 2 et 3 étoiles avec restaurant gastronomique, il a été conçu pour héberger les voyageurs passant par l'aéroport de Roissy.

Son ancien gérant, Larribau, actuellement en fuite, a été responsable du SAC, dit-on, ce qui n'étonnera personne. S.L.

Après l'assassinat de Steve Biko

LE RÉGIME RACISTE DE PRÉTORIA À DÉCOUVERT

Dimanche, des milliers d'Africains se sont rassemblés pour rendre hommage à Steve Biko, mort en prison la semaine dernière. A Soweto, plus de 2 500 personnes emplissaient l'église. Au Cap, plusieurs centaines s'étaient rassemblées à la cathédrale. L'indignation et la révolte grandissent dans tout le pays contre le pouvoir raciste après la mort du fondateur du mouvement de la «Conscience noire». Il s'agit en effet du 21^e détenu mort au cours d'une détention préventive, sans compter les centaines de «disparus».

Le ministre de la police

Kruger avait commencé par dire que la mort de Biko le «laissait froid». Par la suite, la vague de réprobation qui s'est étendue jusque dans la presse des blancs «libéraux», l'a obli-

gé à revenir sur ses propos. Il a dû reconnaître que Biko n'avait pu mourir d'une grève de la faim, ce qu'il avait suggéré. Il a mis en cause les responsables de la police qui ne l'au-

raient prévenu que 12 heures après la mort de Biko.

Bien que le gouvernement raciste fasse tout pour retarder les résultats de l'enquête et de l'autopsie, il semble de plus en plus certain que Biko soit mort d'une hémorragie cérébrale provoquée par des coups. Plusieurs journalistes qui ont pu voir le corps, ont déclaré qu'il portait des traces de coups. Après Soweto, alors que les yeux du monde entier sont tournés vers l'Afrique du sud, il n'est plus possible aux racistes de pratiquer impunément les atrocités dont ils se sont rendus coupables depuis des années.

LA CONSTITUTION DE VORSTER

Vorster a déclaré qu'il refusait le principe d'un homme, une voix» contrairement aux recommandations du gouvernement américain. Tout en maintenant son projet de développement séparé qui doit confiner les

Noirs dans les banoustantans, il a annoncé un projet de constitution qui devrait associer au pouvoir les métis et les indiens («gens de couleur»). Les dirigeants de ces communautés ont par avance rejeté ce plan.

Zimbabwe

Bilan des combats de l'armée populaire

Dans un communiqué publié à Alger, la ZAPU annonce : «Les forces révolutionnaires de l'armée populaire du Zimbabwe ont déclenché, dans la nuit du 21 août, une attaque contre les baraquements militaires et la ville de Kariba, provoquant l'évacuation totale de la ville et infligeant de lourdes pertes aux rangs de l'armée rhodésienne... L'attaque, qui a duré 40 minutes a provoqué de lourds dégâts aux installations militaires, aux propriétés et aux immeubles du régime raciste».

Par ailleurs, le mouvement de libération du Zimbabwe a annoncé que les forces révolutionnaires

ont tué entre le mois de mai et le mois de juillet, 500 soldats rhodésiens. Les combattants ont, en outre, blessé 100 soldats ennemis, détruit 68 camions militaires, 18 locomotives, abattu deux hélicoptères de fabrication française, capturé 50 soldats ennemis et saisi une grande quantité d'armes et de munitions.

Le premier ministre raciste Smith a annoncé qu'il renonçait pour le moment à son «plan de règlement intérieur». Il va en effet examiner le plan anglo-américain qu'il avait initialement rejeté pour en tirer une interprétation à son avantage.



Sahara : le sommet de l'O.U.A.

UNE NOUVELLE FOIS REPOUSSÉ

Le sommet de l'Organisation de l'Unité africaine sur la question du Sahara pourra-t-il avoir lieu ? Alors qu'au sommet des chefs d'Etat à Libreville, la délégation du Polisario avait été expulsée arbitrairement, l'OUA s'était engagée à tenir une réunion du 5 au 10 octobre en Zambie. Cette réunion a été repoussée parce que le gouvernement zambien, en guerre avec la Rhodésie, s'estime incapable de garantir la sécurité des chefs

d'Etat qui s'y rendraient.

Déjà, un sommet sur le Sahara avait été décidé en juillet 1976 et devait avoir lieu à Addis Abeba le 18 avril, puis le 2 mai. Par delà les raisons vraisemblables données par le gouvernement de la Zambie, il est clair que de nombreux gouvernements africains ont refusé de se rendre au sommet ou de payer leurs contributions financières pour qu'il se tienne. La semaine dernière, le secrétaire général de

l'OUA a précisé que la réunion n'était pas annulée et que la Zambie était disposée à l'accueillir en janvier.

Ce nouveau délai pourrait être l'occasion pour certains pays arabes d'organiser un «règlement» du problème du Sahara grâce à une réunion restreinte qui tenterait d'associer l'Algérie, tout en excluant toute représentation du peuple sahraoui.

Hassan II fait actuellement ratifier par son Assemblée, un traité par lequel il renonce à toute revendication sur le Sahara algérien et sur Tindouf. Il pourrait également proposer à l'Algérie de partager l'exploitation des ressources du Sahara occidental.

Mais le peuple sahraoui a donné suffisamment de preuves de son intraitable esprit d'indépendance pour mettre en échec ce plan marocain.

Nouvelles d'Afrique

Sénégal : après la grève des cheminots

La grève des cheminots sénégalais en mai dernier est un exemple de combativité ouvrière sans précédent dans ce pays. Senghor ne déclarait-il pas au cours d'une réunion avec le patronat français : «Même si je n'ai pas rendu la grève illégale, je l'ai rendue impossible». En effet, outre le fait que les travailleurs sont intégrés au syndicat jaune C.N.T.S., ils doivent se conformer aux dispositions du code du travail qui prévoit huit jours d'arbitrage avant le début d'une grève.

Les cheminots sénégalais sont entrés en lutte contre une politique de liquidation de la régie des chemins de fer et contre la réforme des statuts de la régie qui empêcherait la titularisation des auxiliaires. Le manque de personnel, le vieillissement des machines et de l'infrastructure aggravent les conditions de vie et de travail des cheminots ; mais cette politique a également des conséquences pour les usagers : inconfort, retards excessifs, pannes fréquentes.

Au cours de cette lutte, les cheminots ont mis en cause le régime de Senghor et ont clairement désigné comme cible l'impérialisme français. En effet, la situation de la régie des chemins de fer sénégalais est à bien des égards une conséquence de sa domination. La commande de locomotives se fait toujours en France, même si elles ne répondent pas aux conditions d'utilisation du Sénégal. De même, la commande de matériel de rechange passe toujours par la SARIA (organisme privé intermédiaire entre la régie et les industries françaises). C'est également la France qui est responsable d'une assistance technique incompétente, qui ne donne aucune formation aux techniciens sénégalais.

Surtout, les tarifs préférentiels pour le transport de certains produits sont en réalité des avantages accordés aux impérialistes exploitant et transportant ces produits ; en ce qui concerne, par exemple, le phosphate, le tarif imposé à la régie est de 550 F la tonne, alors que les camions le transportent pour 2 000 F. Il n'est pas étonnant que ce transport représente 60 % du tonnage de la régie et moins de 35 % des recettes. C'est l'exploitation impérialiste qui est responsable du prétendu déficit de la régie des chemins de fer.

Cap-vert : développement du secteur de la pêche

Les îles du Cap-Vert possèdent de grandes ressources dans le domaine de la pêche. Le secteur de la pêche artisanale occupe 3 000 pêcheurs. Le gouvernement a décidé la réorganisation de cette activité traditionnelle. Il a créé une entreprise d'Etat pour importer le matériel (moteurs et engins) utilisés par les pêcheurs et les installations nécessaires aux petites conserveries qui existent déjà dans l'archipel. Il est prévu en plus de créer à chaque point de débarquement des petites unités de traitement permettant de saler le poisson frais en excédent. Une centrale d'achats assurera la commercialisation vers l'étranger ou vers les îles de l'archipel déficitaires en poisson.

Tanzanie : réunion sur la technologie rurale

Les pays africains du Commonwealth ont organisé du 29 août au 9 septembre une réunion sur la technologie rurale à Arusha en Tanzanie. Elle a accueilli des délégués du Kenya, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, de l'île Maurice, de Zambie, d'Ouganda, du Nigeria, du Ghana et d'autres pays anglophones. Le matériel agricole exposé comprenait des instruments de base (tracteurs, charrues), des véhicules et des systèmes d'irrigation. Les délégués ont pu assister à des démonstrations techniques et participer à des débats sur les problèmes de la mécanisation agricole.

A l'issue de cette réunion, les techniciens agricoles ont présenté une recommandation prévoyant un institut de technologie chargé de coordonner la recherche et les projets de développement agricoles en Afrique centrale, orientale et australe. Ils ont également recommandé aux gouvernements une politique commune de commercialisation et de production du matériel agricole.

INTERNATIONAL

Sud-Liban

LES PLUS DURS COMBATS DEPUIS 3 ANS

L'offensive israélienne lancée vendredi dernier est la cause des plus violents combats qui aient eu lieu depuis trois ans. Les violents bombardements auxquels est soumis le Sud-Liban ont atteint dans les journées de dimanche et lundi des villages qui se trouvaient jusqu'à présent hors de la zone des combats. Les patriotes libanais ont compté jusqu'à huit cents obus par minute sur le village de Khiam.

Dans la journée de lundi, de fortes unités de blindés se sont concentrés aux

alentours du village de Qoleya, contrôlé par des forces fascistes appuyées par Israël.

L'objectif de ces opérations est de détruire les principaux points d'appui de la Résistance Palestinienne sur la rivière Litani, qui empêchent Israël d'étendre son contrôle sur le Sud-Liban. En outre, selon des informations en provenance de Jérusalem, le gouvernement israélien a exigé du gouvernement libanais que les forces palestiniennes se retirent à 30 kilomètres au delà de la

frontière, abandonnant ces mêmes points. L'Etat sioniste veut ainsi également parvenir à couper la résistance palestinienne à l'intérieur de ses bases arrière et briser la principale force militaire qui s'oppose à ses ambitions.

LE PLAN DAYAN A WASHINGTON

L'offensive israélienne a été déclenchée au début d'un nouveau round de négociations à Washington. Ismaïl Fahmi, le ministre égyptien des affaires étrangères, arrivait à Washington mardi, les représentants de l'Arabie Séoudite et de la Syrie devaient suivre. Mais c'est Moshe Dayan qui tient la vedette depuis lundi à Washington. Au cours de séances de travail de plusieurs heures avec les Américains, il a présenté une esquisse de règlement : Israël conserverait 15 % du Sinai, se réservant une bande de terre le long du golfe d'Eilat, il conserverait le Golan ; pour la Cisjordanie, Dayan propose soit le rattachement à la Jordanie, soit le partage de l'autorité entre la Jordanie et Israël.

Palestine occupée

USINE DÉTRUITE À TEL AVIV

Un porte-parole militaire palestinien a annoncé la destruction, le 18 août dernier, d'une usine, «Tenbo», dans la ville de Holon, proche de Tel Aviv.

Un commando palestinien a organisé cette action. Les charges explosives ont causé d'importants dégâts, et fait plusieurs blessés.

ARRESTATIONS EN MASSE EN CISJORDANIE

Dimanche, des rafles importantes ont eu lieu à Gaza, Djenine, Rammallah et Naplouse. De source sioniste, il y aurait eu 32 arrestations. Les familles des personnes arrêtées n'ont eu aucune nouvelle sur leur sort.

10^e conférence mondiale de l'énergie

LE PÉTROLE ET LE PLUTONIUM AU COEUR DES DÉBATS

Le pétrole et le plutonium se sont trouvés au centre des débats dès le début de la 10^e Conférence mondiale sur l'énergie qui se déroule à Istanbul (Turquie). Les experts scientifiques qui étaient réunis discutaient d'un rapport prospectif établi par l'Université de Cambridge (Angleterre) qui prétend qu'en 2 020, la capacité de production énergétique globale sera insuffisante par rapport à la demande.

La délégation soviétique a violemment défendu le plutonium comme source d'énergie de remplacement. Le chef de cette délégation s'est exclamé : «Le plutonium est une source d'énergie quasiment sans limite». Cette exaltation du nucléaire dont l'on sait que les conditions d'une exploitation sûre ne sont pas réunies — les catastrophes soviétiques sont là pour le rappeler — vient combattre, avec des arguments «scientifiques» les tentatives américaines de s'opposer à la remise en cause de la prééminence des USA sur le marché nucléaire mondial.

Ces chiffres et ces «arguments» scientifiques prétendant fonder la reconversion entreprise depuis le début des années 70, orientant la production du tout pétrole au tout nucléaire. C'est une arme de guerre contre les pays producteurs de pétrole, pour réduire la dépendance énergétique des pays impérialistes. Ce n'est pas

tant que le pétrole est cher. C'est que les pays producteurs de pétrole se sont organisés pour obtenir des prix plus justes et que, ce faisant, ils ont encouragé l'organisation du Tiers-Monde pour une remise en cause globale des rapports économiques mondiaux entre les pays impérialistes et les pays du Tiers-Monde.

L'OTAN à Paris

Pour la première fois, les parlementaires de l'OTAN se réunissent à Paris. Les travaux qui ont commencé samedi se poursuivent jusqu'à la fin de la semaine. Ils seront l'occasion de rencontre entre gouvernement et personnalités politiques avec des représentants de la plupart des pays occidentaux sous l'égide de l'Alliance atlantique. Barre et le secrétaire général de l'OTAN devaient prononcer, mardi après-midi, chacun un discours qui constituent l'essentiel de cette session.

Cette assemblée ne dispose d'aucun pouvoir au sein de l'Alliance. Elle a été créée en complément de l'alliance militaire dans la perspective d'une intégration politique plus poussée qui n'a pas connu de réalisation. C'est cependant un signe des liens entre l'impérialisme français et l'OTAN que Giscard l'ait invité à se réunir à Paris.

COLOMBIE: des paysans contre les «colons» de la terre

Par Hélène VARJAC

(suite et fin)

Des dizaines de morts, des centaines de blessés, plus de 5 000 arrestations : c'est le résultat de la violente répression organisée par le régime colombien, voici une semaine, contre les travailleurs en grève. Ceux-ci sont entrés en lutte notamment contre l'inflation qui dépassera sans doute 40 % cette année.

A la campagne, les masses paysannes affrontent les grands propriétaires fonciers : 0,79 % de tous les propriétaires à la campagne, détiennent 41 % de la terre dans ce secteur. L'organisation des masses semble particulièrement avancée, grâce à l'activité déployée par l'Association nationale des usagers de la campagne, dont nous publions aujourd'hui la fin de l'interview.

LA RUINE DES PETITS PRODUCTEURS DE CAFÉ

► QdP : Dans un pays producteur de café, notamment, comment se situe la bourgeoisie colombienne par rapport à la revendication des pays du Tiers-Monde pour un juste prix des matières premières et quelle est la position de l'ANUC à ce sujet ?

— L'ANUC lutte pour la souveraineté sur les 200 milles marins, pour l'application des mesures du Pacte andin, pour la nationalisation de la banque, pour tout ce qui va dans le sens de l'indépendance. Mais il est évident que la hausse des prix du café sur le marché mondial a changé pas mal de choses à la campagne. La fédération nationale des petits et moyens producteurs s'oppose à la fédération des caféiculteurs, qui est tenue par les grands propriétaires exportateurs, qui déterminent le

prix du café, sa classification, sa pesée. Cette fédération impose de planter du café pour l'exportation, du café Caturra pour lequel des engrais très chers sont nécessaires, et qui nécessite une aide technique suivie. Mais cette aide n'est fournie gratuitement que pour les grands propriétaires. Si les petits paysans essaient de planter l'ancien café, le Borbon, on ne leur donne pas d'engrais. Peu à peu, ils sont ruinés. Un petit paysan reçoit 7 000 pesos par ballot de café, un exportateur 30 000. Des luttes importantes se sont déroulées là-dessus.

QUAND LES RÉVISIONNISTES FONT LA GUÉRILLA...

► QdP : En Colombie, le parti révisionniste présente cette particularité d'être à la fois légal — son principal dirigeant est à la Chambre des représentants — et de maintenir une guérilla dans le nord du pays, les FAR.



Quelle est sa politique à la campagne ?

— Dans la région de Cirutara par exemple, ils ont fait un coup contre la police puis ils se sont volatilisés. Le couvre-feu a été instauré, l'approvisionnement du marché bloqué, des centaines de paysans torturés. Ils ont essayé

de diviser le mouvement paysan, en créant un syndicat bidon, la FENSA. Le plus souvent, ils pratiquent la délation, la menace et les assassinats contre les paysans de l'ANUC. Ils sont en collusion ouverte avec les propriétaires fonciers et la police et prennent leur relais.

LE FIN MOT DE L'HISTOIRE

En ce moment, dans la région de Cordoba à URRÁ, ils aident à déloger deux tribus indiennes, les Katio et les Embera qui possèdent 90 000 hectares de terres, dans une zone où va être construit un barrage et une centrale. Comme cela va mettre en valeur les terres indiennes, les propriétaires fonciers s'y intéressent de très près. Jusqu'à maintenant, les Indiens avaient l'habitude de transporter des bananes, du bois, des produits de la chasse en canoë, jusqu'au port de Montéria. A présent, ils ne peuvent plus. On leur demande des papiers, on introduit des infirmiers, des policiers. Le fin mot de l'histoire, c'est que ce sont les Soviétiques qui financent le projet de centrale, et qu'il y en a pour 450 millions de dollars.

Colombie : 5 000 grévistes en cour martiale

Le gouvernement colombien a décidé de traduire en cour martiale 5 000 grévistes arrêtés la semaine dernière à la suite de la grande grève nationale du mercredi 14 septembre. Dans les affrontements qui s'étaient produits le mercredi et le jeudi, la police avait assassiné dix-huit manifestants. Dans toute la Colombie s'est déchaînée une vague de licenciements à la suite de cette grève. Dans la seule ville de Bogota, la capitale, on compte 900 licenciements pour cette raison.

Mardi 20 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Au-delà de l'horizon. Aujourd'hui : l'Inde
 21 h 30 - Monde sans frontières. C'est au moment où l'enlèvement de H.M. Schleyer, le patron des patrons allemands, déclenche une véritable hystérie policière que TF 1 a choisi de diffuser cette émission tournée à Hambourg, il y a plusieurs mois.
 22 h 25 - Tennis : coupe Davis
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Dossiers de l'écran : «Que la fête commence»
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western : «La montagne des neuf Spencers»
 22 h 10 - Journal et fin

Mercredi 21 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Un crime de notre temps. Dramatique
 22 h 00 - Titre courant
 22 h 10 - Médicale : les allergies
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Carte sur table. C'est François Mitterrand qui répondra aux questions de J.P. Elkabbach et Alain Duhamel. L'événement politique du jour en cette période troublée pour la gauche.
 21 h 35 - L'aigle et le vautour
 22 h 45 - Juke-box
 23 h 15 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Tom et Julie
 22 h 10 - Journal et fin

A propos du livre du professeur Minkowski :

«Pour un nouveau né sans risques»

LA PRÉVISION :
POUR UNE GROSSESSE
BIEN SURVEILLÉE

«Il y a eu lutte pour la contraception, pour l'avortement libre, il faut une lutte pour le droit à la sécurité de naissance».

L'auteur rappelle des règles essentielles pour la surveillance d'une femme enceinte, qui sont loin d'être toujours appliquées. Entre autres règles :

• **La tension artérielle** : Une femme enceinte ne devrait pas avoir plus de 12/8 ; une trop forte tension persistante gêne en effet l'alimentation du fœtus par le placenta de la mère et celle-ci peut accoucher d'un enfant de faible poids (1,5 kg, voire moins).

• **La prise de poids** : Il arrive qu'au début, à cause des vomissements, une femme enceinte ne prenne pas de poids ; mais disons qu'en moyenne, elle doit prendre 10 à 11 kilos en tout, soit 1,200 kg environ par mois.

Une forte prise de poids brutale peut faire penser à des jumeaux (donc risque) ou à d'autres anomalies : bref, il faut surveiller ce point.

• **Quant au régime d'une femme enceinte**, elle devrait, en plus, man-

ger chaque jour deux œufs (protéines), deux oranges (vitamine C) et boire un litre de lait (protéines et calcium). Pas d'alcool, de tabac, pas d'épices trop fortes.

Il faut rappeler que certains médicaments (aspirine, certains antibiotiques, sulfamides, vitamines) sont déconseillés pendant la grossesse. Mais cela coûterait trois fois plus cher !

Dans un certain nombre de pays, l'accent n'est pas mis sur la construction de quelques centres de soins intensifs superspécialisés (Minkowski qui en dirige un à Paris, a dit : «Si on avait fait le nécessaire avant, les nouveaux-nés hospitalisés n'en seraient pas là !»). Au contraire, il y a décentralisation et multiplication des visites prénatales (14 en Suède contre 4 en France).

En Chine, par exemple, après la 28^e semaine de grossesse, pas de travail fatigant, horaires réduits à 7 heures par jour, la tension est prise fréquemment et au-dessus de 12/8, la femme peut se reposer un mois au lit.

LES PROPOSITIONS
DE MINKOWSKI

— 1 visite mensuelle bien

faite, remboursée à 100% — augmenter le nombre d'aides familiales

— augmenter le nombre de sages-femmes, notamment celles qui visitent à domicile

— réformer l'éducation sanitaire, la répandre largement notamment chez les scolaires

— une inspection générale de la médecine prénatale stimulant prévention et éducation sanitaire...

Mais Minkowski se limite à affirmer la nécessité d'un assouplissement des conditions de travail, de l'attitude des médecins, alors même que la logique de la crise a entraîné une détérioration profonde de ces conditions de travail, que de nombreuses femmes compte-tenu du chantage au licenciement ou parce que leur mari est au chômage, peuvent difficilement s'arrêter !

De plus en plus d'hôpitaux adoptent le principe de la visite mensuelle, mais même si cette mesure est tout-à-fait utile, elle ne peut agir au niveau des causes de fatigue, à la source de la prématurité : le travail éprouvant de la femme ouvrière, ses horaires de transports, sa double journée de travail (bien décrites par l'ouvrage com-

me des facteurs essentiels).

Mais une éducation (aussi bonne soit-elle) pourra-t-elle supprimer ou compenser les effets nocifs de l'exploitation sur la femme enceinte ? Et n'est-il pas tout-à-fait insuffisant de s'en tenir à la réduction des causes «individuelles» en ne s'attaquant pas de front aux causes sociales ?

Mais peut-être plus encore que d'autres questions de santé, la question de la prématurité est une question sociale, qui pour commencer à trouver sa solution, doit être posée en termes de société. C'est pourquoi la «nationalisation de l'industrie pharmaceutique» et la «médecine service public» (propositions du programme commun), idées qu'avance Minkowski, ne sont ni satisfaisantes, ni convaincantes parce qu'elles ne peuvent pas résoudre de manière durable le problème des naissances à risques.

Le livre de Minkowski aura eu au total le mérite d'illustrer la faiblesse de la prévention en France, l'absurdité des mesures prises, l'inégalité des femmes devant la grossesse selon leur niveau socio-économique.

Correspondant Lyon

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 72^e épisode
 Copyright Édition Denoël

— Il faudra faire un rapport en cas d'arrêt. J'ai mis Daubat à votre place. Allez-y.

Mustapha, Daubat et quelques autres vinrent me questionner. Arezki vint aussi. Il y eut entre nous un bref regard sans signification. Ses yeux, très changeants, exprimaient à merveille ses états successifs, et il avait, en particulier, un certain regard neutre et indifférent qui tuait toute approche.

Me confier à mon frère ? Étais-je sotte. Je savais bien que je ne pourrais rien lui dire. Les

mots ne passeraient pas mes lèvres. Et dire quoi ? Résumé, enfermé dans les mots, cela se réduisait à quatre promenades dans la nuit de Paris, à de peureuses approches, et à des fioritures géantes brodées par moi-même autour de cela.

Bernier fit venir un Algérien pour remplacer le Magyar. Le régleur se déplaça plusieurs fois pour surveiller Mustapha et les pavillons.

J'avais depuis longtemps découvert l'hostilité souterraine des ouvriers entre eux. Les Français n'aimaient guère les Algériens, ni les étrangers en général. Ils les accusaient de leur voler leur travail et de ne pas savoir le faire. La peine commune, la sueur commune, les revendications communes, c'était, comme disait Lucien, «de la frime», des slogans. La vérité, c'était le «chacun pour soi». La plupart apportaient à l'usine leurs rancunes et leurs méfiances. On ne pouvait être pour les ratonnades au-dehors, et pour la fraternité ouvrière quand on entrait dans la cage. Cela éclatait parfois, et chacun se retranchait derrière sa race et sa nationalité pour attaquer ou se défendre. Le délégué syndical s'interposait sans conviction. Un jour qu'il m'avait apporté le timbre et la carte, je lui avais avoué mes étonnements et mes désillusions.

— Il y a eu tant de barbarie entre eux, m'avait-il répondu sans se mouiller.

Lui-même parlait des «crouillats», des

«bicots», et leur en voulait de n'avoir pas participé à la grève pour les cinq francs d'augmentation.

La chaîne stoppa et la sonnerie retentit. Mustapha m'avait apporté le tampon d'essence qu'Arezki lui avait confié. C'était un signe. Il ne voulait pas me parler.

Je pris mon manteau et je partis vers la Porte d'Italie. J'éprouvais le besoin de marcher et de parler tout haut. Il y avait des bourrasques violentes qui hérissaient les cheveux et cinglaient la peau du visage ; de belles filles en chaud manteau, que, comble d'injustice, le froid et leurs vêtements d'hiver rendaient plus jolies, des Algériens qui marchaient les pieds en canard, vêtus de vestons printaniers dont ils avaient relevé le col ; il y avait des flics aux bouches du métro qui vérifiaient les identités, et les vitrines, du Prisunic à la mercerie décrépite, avaient attrapé une fièvre de guirlandes et d'enluminures. Toute une foule heureuse, bien nourrie, qui prenait en novembre les souliers fourrés et les manteaux doublés, en août les vacances à la mer, et à Pâques les habits de printemps, une foule qui gagnait ses loisirs à la sueur de son front, marchait, s'attablait au café et baissait très fort les paupières quand, dans ses eaux territoriales, se glissaient d'inquiétantes espèces mal nourries, qui gardaient en novembre les habits de Pâques et qui, malgré la sueur de leurs fronts, ne gagnaient que leur pain.

à suivre

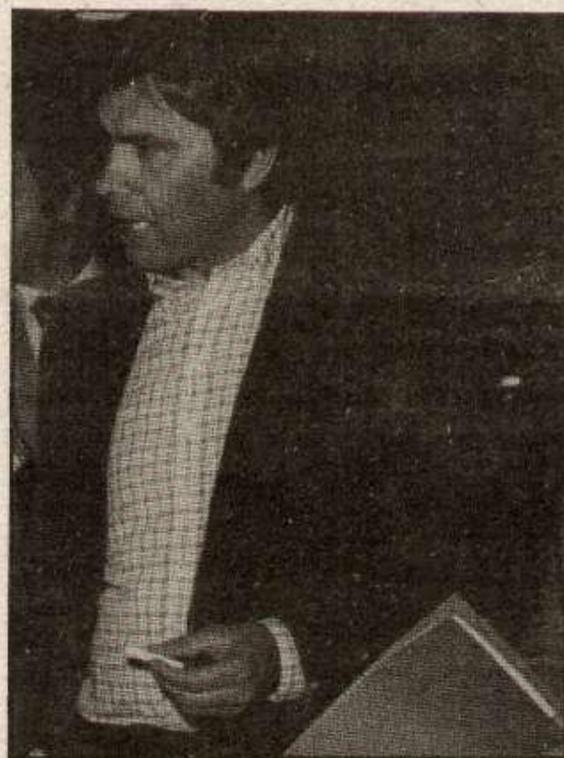
Heurs et malheurs du gouvernement Suarez

LE PARTI SOCIALISTE EST-IL MAÎTRE DU JEU ?

Reportage d'Hélène VARJAC

Deuxième parti en influence électorale, donné gagnant aux prochaines municipales, en progression presque régulière jusqu'à ces derniers temps — il avoue entre 200 et 300 000 adhérents —, le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne) apparaît aujourd'hui comme un élément-clé de la situation politique. En quelques mois, Felipe Gonzalez, premier secrétaire s'est taillé une stature internationale, en particulier grâce à l'appui de la social-démocratie allemande. Le soutien moral et

financier de celle-ci lui a permis de faire une campagne électorale tapageuse. En quelques mois, le PSOE a réussi également à se fabriquer une centrale syndicale importante, l'UGT (Union Générale des Travailleurs), qui était moribonde sous le franquisme. Malgré ces atouts, l'image du PSOE dans les masses s'est quelque peu ternie. Le PSOE donne des signes de fragilité : peut-il être maître du jeu ?



Un jeune premier peu crédible : Felipe

LA FRAGILITÉ DU PSOE

Deux faits récents illustrent les difficultés qu'éprouve le PSOE. Il s'est placé résolument en dehors des grandes luttes du peuple basque cet été : alors que des centaines de milliers de personnes ont manifesté à l'appel des organisations patriotiques, le PSOE et le PNV (Parti Nationaliste Basque) n'ont pu en réunir que 35 000 !

Le PSOE a une implantation limitée dans les associations de quartiers, de voisins, qui vont jouer un rôle important aux prochaines élections municipales. Il a essayé de développer un mouvement parallèle, « Les Maisons du Peuple », qui existaient avant la guerre. Cette expérience pour l'instant s'est soldée par un fiasco et a été ressentie comme une tentative de manipulation.

Enfin, si l'UGT s'est lancée dans une guerre de chiffres avec les Commissions Ouvrières tenues par le PCE, son influence n'est pas aussi grande qu'elle le proclame.

Dans les dernières grèves, l'UGT a eu peu de poids. En Espagne, il est courant de rencontrer des gens qui ont voté pour le PSOE, mais qui ne se retrouvent ni dans sa politique actuelle ni dans sa ligne syndicale, jugées trop modérées. En l'absence d'une capacité effective de contrôle sur les masses, le PSOE ne peut être qu'un médiocre interlocuteur pour la bourgeoisie espagnole dont le principal souci est de réussir son « pacte social ».

LES CONTRADICTIONS INTERNES DU PSOE

Le gonflement rapide du PSOE lui pose des problèmes. Loin d'être homogène, le PSOE a drainé vers lui des courants très divers : tendances proches de la social-démocratie allemande, voulant faire du PSOE un parti d'ordre et de collaboration de classe, avec un zeste d'autogestion ; mais aussi tendances anarcho-syndicalistes, plus radicalisées, notamment sur la question des aspirations nationales, et dans le refus du pacte social, tendances qu'on pourrait rapprocher du PSU en France. Une bonne partie de la CNT, centrale syndicale anarchiste, est en train de songer à rejoindre l'UGT. Les différents courants se retrouvent dans le groupe parlementaire socialiste. Il faudrait encore parler de ceux qui souhaitent la fusion avec le PSP (Parti Socialiste Populaire) de Tierno Galvan, lequel est plus proche du PC que la majorité actuelle du PS. Felipe Gonzalez a déjà dû mettre en garde : « Nous voulons la pleine et entière liberté de discussion, mais pas celle d'organiser des tendances. » A court terme, le PSOE ne peut se débarrasser de son aile la plus radicale, et d'ailleurs il lui est utile de la conserver, à cause de son image dans les masses. Mais en même temps, cela le paralyse un peu.

LES RISQUES DU POUVOIR

Le PSOE n'est pas pressé d'arriver au pouvoir, alors que le PC est pressé

de l'y voir participer. L'heure actuelle, compte-tenu de la crise économique, toute participation signifierait une usure. Il est plus confortable d'être dans « l'opposition ». C'est pourquoi Felipe Gonzalez rejette toute idée de gouvernement de rassemblement national : « A moins d'une crise très grave, et je ne crois pas que ce soit le cas, le gouvernement de rassemblement national ne semble pas nécessaire... Ce que le gouvernement doit faire, c'est présenter un programme au Parlement et essayer d'obtenir un accord de base. Et ensuite le Parlement l'appuiera. »

En même temps, le PSOE indique clairement que l'UCD n'est guère capable de proposer ce programme, et qu'à ce moment-là, le PSOE serait tout disposé à prendre la relève et à former le gouvernement... seul ! Inutile de dire que cette hypothèse n'a aucune chance de se concrétiser pour l'instant, et le PSOE peut la formuler sans risques.

LE PSOE ET LE PACTE SOCIAL

Fondamentalement, le PSOE considère qu'une trêve sociale est nécessaire pour sortir le capitalisme espagnol de la crise. Il faut éviter de susciter des « impatiences », notamment en matière salariale. Lors de son dernier Congrès, il a clairement annoncé qu'il fallait un consensus national. Mais verbalement, l'UGT proclame que les travailleurs ne doivent pas être les seuls à payer la crise. Parfois, elle « durcit

d'avantage encore son langage : « Que les capitalistes payent la crise ». Dans les faits, pas plus que les Commissions Ouvrières, elle n'est décidée à agir.

DURCISSEMENT DE LA TACTIQUE SUR DES QUESTIONS SECONDAIRES

En fait, plutôt que d'affronter le gouvernement sur les questions centrales, les nationalités, la crise économique, le PSOE le fustige sur des questions secondaires : par exemple, à propos de l'affaire Jaime Blanco, le député socialiste, matraqué par la police, le PSOE orchestre une campagne monumentale et exige la démission du ministre de l'Intérieur. Cela lui sert à redorer son blason auprès des masses. Mais le PSOE, pas plus que le PC, ne souhaite une destabilisation rapide de la situation, qui compromettrait ses chances, à moyen terme, de parvenir au pouvoir dans de meilleures conditions. En attendant à Madrid, on entend des réflexions désenchantées sur le PSOE : « J'ai voté pour le PSOE parce que je croyais qu'il était contre le capitalisme » disait une jeune enseignante madrilène.

Et cette conversation entre deux ouvriers de la banlieue : « Ce matin, mon patron m'a suggéré de me syndiquer à l'UGT. — C'est louche, tu crois pas ? — Oui, je me méfie. — Ou bien encore : — Felipe ne fait pas le poids, ils sont tous d'accord avec Suarez... »

L'affaire Jaime Blanco : La police matraque un député

Le 27 août dernier, une manifestation en faveur de l'autonomie du pays cantabrique vient de se terminer à Santander. Un groupe déploie alors des drapeaux républicains : la police se précipite sur eux et les tabasse, s'acharnant particulièrement sur un jeune étendu par terre. Jaime Blanco, qui a participé à la manifestation et qui se trouve alors dans un café sort pour le défendre. Trente cinq ans, barbu, 1m 90, Jaime Blanco est facilement reconnaissable. Il décline sa qualité de député. Les injures de la police à son égard pleuvent. Les gardes-civils n'ont pas encore entendu parler d'immunité parlementaire. Jaime Blanco est traîné sur plusieurs mètres, frappé, notamment à la tête, jusqu'au commissariat. Il décline de nouveau sa qualité de député, en vain. On le contraint à rester debout contre un mur sans parler. Nouvelles injures d'un flic en civil. Au bout de quelques heures, un autre civil l'autorise à partir.

Le gouvernement essaie d'étouffer l'affaire, dément la version des événements donnée par Blanco. Martin Villa, ministre de l'Intérieur promet de démissionner s'il y a lieu. Finalement une commission d'enquête parlementaire est nommée. Le gouvernement s'en tire avec une formule : « Les policiers d'extrême-droite sont une minorité ».

Mais le PSOE ne veut pas en rester là : il organise une campagne pour exiger la réunion plénière des deux chambres et la démission de Martin Villa. Il est seul au Parlement de cette opinion. Par la bouche de Santiago Carrillo, le PC déclare : « Nous ne sommes pas venus pour faire le procès des forces de l'ordre, ni pour provoquer une crise de gouvernement, ni pour demander M. Martin Villa de s'en aller : après tout, son remplacement pourrait être pire ! ». Le prestige du PSOE sortira-t-il renforcé de cet événement qu'il cherche à exploiter ? Ce n'est pas sûr...

Le programme économique du PSOE

« Dans la phase actuelle de consolidation de la démocratie, le PSOE pense sortir de la crise par :

- Une augmentation de la pression fiscale, par une réforme. Le but : augmenter le budget de l'État afin d'accroître le rôle de l'État, son pouvoir d'incitation sur l'économie et d'organiser une certaine planification.
- Développement de

l'agriculture.

- Une politique de grands travaux pour résoudre le problème du chômage.

- L'entrée le plus rapidement possible dans la Communauté Economique Européenne.

« Dans une phase ultérieure de transition vers le « socialisme » :

- Une politique de nationalisations.
- L'autogestion.
- L'alliance avec le PC.

«CHÈRE EUROPE»

La tournée européenne de Suarez n'a porté aucun fruit. Malgré les bonnes paroles prodiguées ici et là, les « 9 » viennent d'indiquer que l'examen de la politique agricole communautaire et la refonte de certaines institutions étaient un préalable à l'entrée dans la communauté de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Bien plus, il serait question d'une période d'essai même après que l'adhésion ait été ratifiée. Autant dire que l'adhésion espagnole est repoussée aux calendes grecques, en tout cas certainement pas avant 1980. L'agriculture espagnole entre en concurrence avec les produits du midi méditerranéen (vin, fruits et légumes) français, mais aussi avec ceux des futurs adhérents : Grèce pour l'huile, par exemple. L'Espagne est la 10^e puissance industrielle

mondiale et a bénéficié de la technologie allemande et surtout américaine ; dans certains domaines très spécialisés, elle est un rival pour les autres pays européens. Mais en même temps, l'entrée dans l'Europe provoquerait un véritable traumatisme pour l'économie espagnole, assurée à plus de 75 % par des petites et moyennes entreprises.

Presque toutes les forces politiques espagnoles souhaitent ardemment l'entrée dans l'Europe. Le PSOE en est le défenseur le plus actif. Mais le PC n'est pas en reste, qui déclare : « Nous sommes pour l'entrée dans le Marché commun. Cela faciliterait les problèmes économiques de l'Espagne. La concurrence, c'est le seul moyen de s'en sortir. Il faut exporter ».